

FCPI Amundi Avenir Innovation II

FONDS COMMUN DE PLACEMENT DANS L'INNOVATION
Article L 214-30 du Code Monétaire et Financier

Code Isin part A1 :FR0013439361
Code Isin part A2 :FR0013534179
Code Isin part B : FR0013439379

RÈGLEMENT

Un Fonds Commun de Placement dans l'Innovation (« FCPI », ici désigné le « Fonds ») régi par l'article L. 214-30 du Code monétaire et financier (« CMF »), ses textes d'applications et par le présent règlement (« Règlement ») est constitué à l'initiative de :

Amundi Private Equity Funds, société anonyme au capital de 12 394 096 euros, dont le siège social est 91-93, boulevard Pasteur, 75015 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 422 333 575, agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP-99015 (la « Société de gestion »).

NEXTSTAGE AM, société par actions simplifiée, dont le siège social est 19, avenue George V – 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 442 666 830 et agréée par l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») sous le numéro d'agrément GP 02 012, exerçant les fonctions de société de gestion, ci-après désignée « Délégué ».

La souscription de parts d'un fonds commun de placement dans l'innovation emporte acceptation de son règlement.

Agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (l'« AMF ») le 5 novembre 2019 sous le numéro FCI20190012

Règlement modifié en date du 10 mars 2021
Règlement modifié en date du 20 janvier 2022

AVERTISSEMENT

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de 7 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026 (inclus) pouvant aller jusqu'à 10 années en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds, soit jusqu'au 31 décembre 2029, sur décision de la Société de gestion, (sauf cas de déblocage anticipés prévus dans le Règlement). Le Fonds Commun de Placement dans l'Innovation est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds commun de placement décrits à la rubrique « profil de risques » du Règlement.

Enfin, l'agrément de l'AMF ne signifie pas que vous bénéficiez automatiquement des différents dispositifs fiscaux présentés par la Société de Gestion. Cela dépendra notamment du respect par ce produit de certaines règles d'investissement, de la durée pendant laquelle vous le détenez et de votre situation individuelle.

Tableau récapitulatif présentant la liste des autres fonds de capital investissement (FCPI et FIP) d'ores et déjà gérés par la Société de Gestion et le pourcentage de leur actif éligible au quota atteint au 31 décembre 2018.

Nom du fonds	Date de constitution	Ratio au 31/05/2019	Date d'échéance du quota fiscal
CA Innovation 9	18/12/2008	NA	NA
SG FIP Opportunités Grand Sud	22/05/2009	NA	NA
SG FIP Opportunités IDF Centre-Est	22/05/2009	NA	NA
CA Innovation 10	23/12/2009	NA	NA
CA Investissement 1	15/06/2009	NA	NA
CA Innovation 11	17/12/2010	NA	NA
CA Investissement 2	15/06/2010	NA	NA
FIP Axe Ouest	21/05/2011	NA	NA
FIP Axe Sud	21/05/2011	NA	NA
FIP Avenir Décolletage	30/09/2011	NA	NA
FIP Axe Ouest 2	30/09/2011	NA	NA
FIP Axe Sud 2	30/09/2011	NA	NA

SG FIP Axe Ouest 2	30/09/2011	NA	NA
SG FIP Axe Sud 2	30/09/2011	NA	NA
FCPI Investissement 3	30/09/2011	NA	NA
FCPI Innovation 12	30/12/2011	NA	NA
SG Innovation 2011	30/12/2011	NA	NA
FIP Régions Ouest	31/12/2011	NA	NA
FIP Régions Sud	31/12/2011	NA	NA
FCPI Innovation 13	31/05/2012	71.28%	NA
FIP Axe Croissance	31/05/2012	NA	NA
FIP Façade Atlantique	31/05/2012	NA	NA
FIP Midi Alpes	31/05/2012	NA	NA
SG FIP Axe Croissance	31/05/2012	NA	NA
SG FIP Façade Atlantique	31/05/2012	NA	NA
SG FIP Midi Alpes	31/05/2012	NA	NA
SG FIP Régions Nord	31/05/2012	NA	NA
FIP PME France Croissance	27/05/2013	NA	NA
FIP Amundi France Développement 2013	31/12/2013	NA	NA
FIP Amundi France Développement 2014	20/05/2014	83.83%	NA
FIP Amundi France Développement 2015	19/05/2015	84.85%	NA
FIP Amundi France Développement n°4	19/05/2016	62.51%	19/01/2020
FCPR Amundi Mégatendances	12/08/2016	92,22%	NA
FCPR Amundi Mégatendances AV	16/06/2017	31,40%	31/05/2020
FCPI Amundi Avenir Innovation	17/10/2017	9,77%	31/08/2021
FCPR Amundi Mégatendances PME/ETI	23/02/2018	45,71%	31/12/2020

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	1
TITRE I – PRESENTATION GENERALE	5
1 - DENOMINATION.....	5
2 - FORME JURIDIQUE ET CONSTITUTION DU FONDS	5
3 - ORIENTATION DE LA GESTION.....	5
3.1. OBJECTIF ET STRATEGIE D'INVESTISSEMENT	5
3.1.1. Objectif de gestion	5
3.1.2. Stratégie d'investissement.....	6
3.1.2.1 <i>Stratégies utilisées</i>	6
3.1.2.2 <i>Catégorie d'actifs entrant dans la composition de l'actif du Fonds</i>	6
3.2. PROFIL DE RISQUES	7
4 - REGLES D'INVESTISSEMENT	8
4.1. NATURE DU FONDS / DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DE COMPOSITION DE L'ACTIF DU FONDS	8
4.2. DELAI D'ATTEINTE DU QUOTA INNOVANT DU FONDS.....	9
4.3. RATIOS PRUDENTIELS REGLEMENTAIRES	9
4.3.1. Ratios de division des risques.....	9
4.3.2. Ratios d'emprise	10
4.4. MODE DE CALCUL DU QUOTA INNOVANT ET DES RATIOS PRUDENTIELS REGLEMENTAIRES	10
4.5. DISPOSITIONS FISCALES	10
4.6. MODIFICATION DES TEXTES APPLICABLES	10
5 - REGLES DE CO-INVESTISSEMENT, DE CO-DESINVESTISSEMENT, TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICES	10
5.1. REPARTITION DES DOSSIERS ENTRE LES FONDS GERES PAR LE DELEGATAIRE ET/OU UNE ENTREPRISE LIEE.	10
5.2. CO-INVESTISSEMENT ENTRE LES VEHICULES D'INVESTISSEMENT GERES PAR LE DELEGATAIRE ET/OU LES EVENTUELLES ENTREPRISES LIEES AU SENS DE L'ARTICLE R.214-56 DU CMF	11
5.3. CO-INVESTISSEMENTS ENTRE LA SOCIETE DE GESTION, SES SALARIES, SES DIRIGEANTS ET LES PERSONNES AGISSANT POUR SON COMPTE	11
5.4. CO-INVESTISSEMENTS LORS D'UN APPORT EN FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	12
5.5. TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS	12
5.6. PRESTATIONS DE SERVICES EFFECTUEES PAR LE DELEGATAIRE OU DES SOCIETES QUI LEURS SONT LIEES.....	12
5.7. PRESTATIONS DE SERVICES INTERDITES	12
TITRE II – MODALITES DE FONCTIONNEMENT	12
6 - PARTS DU FONDS	12
6.1. FORME DES PARTS.....	12
6.2. CATEGORIES DE PARTS	12
6.3. NOMBRE ET VALEUR DES PARTS	13
6.4. DROITS ATTACHES AUX PARTS	13
6.4.1. Droits financiers	13
6.4.1.1 <i>Droits respectifs de chaque catégorie de parts</i>	13
6.4.1.2 <i>Droits attachés à chaque catégorie de parts : ordre de priorité</i>	13
6.4.2. Droit d'information	14
7 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF	14
8 - DUREE DE VIE DU FONDS.....	14
9 - SOUSCRIPTION DE PARTS.....	14
9.1. PERIODE DE SOUSCRIPTION.....	14
9.2. MODALITES DE SOUSCRIPTION.....	15
10 - RACHAT DE PARTS.....	15
10.1. PERIODE DE RACHAT	15
10.2. PRIX DE RACHAT ET REGLEMENT	15
10.3. REALISATION DU RACHAT	15
11 - CESSION DE PARTS	15
11.1 CESSIONS DE PARTS DE CATEGORIE A1 OU A2	15
11.2. CESSIONS DE PARTS B	15
11.3. REGLES SPECIFIQUES FATCA ET CRS	15
12 - DISTRIBUTION DE REVENUS.....	16
13 - DISTRIBUTION DE PRODUITS DE CESSION	16
13.1. POLITIQUE DE DISTRIBUTION	16

13.2. REPARTITION DES DISTRIBUTIONS	16
14 - REGLES DE VALORISATION ET CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE	16
15 - EXERCICE COMPTABLE	17
16 - DOCUMENTS D'INFORMATION	17
TITRE III- LES ACTEURS.....	18
17 - LA SOCIETE DE GESTION DE PORTEFEUILLE	18
18 - LE DEPOSITAIRE.....	18
19 - LE DELEGATAIRE DE GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE	19
20 - DELEGATAIRE DE LA GESTION FINANCIERE	19
21 - COMMISSAIRE AUX COMPTES.....	19
TITRE IV FRAIS DE GESTION, DE COMMERCIALISATION ET DE PLACEMENT DU FONDS.....	20
21 - FRAIS RECURRENTS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU FONDS	22
21.1. REMUNERATION DE LA SOCIETE DE GESTION.....	22
21.2. AUTRES FRAIS.....	22
22 - FRAIS DE CONSTITUTION	22
23 - FRAIS NON RECURRENTS DE FONCTIONNEMENT LIES A L'ACQUISITION, AU SUIVI ET A LA CESSION DES PARTICIPATIONS	22
24 - FRAIS INDIRECTS LIES A L'INVESTISSEMENT DU FONDS DANS D'AUTRES PARTS OU ACTIONS D'OPCVM OU DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS.....	22
25 - COMMISSIONS DE MOUVEMENT	22
TITRE V – OPERATIONS DE RESTRUCTURATION ET ORGANISATION DE LA FIN DE VIE DU FONDS.....	22
26 - FUSION - SCISSION	22
27 - PRE-LIQUIDATION.....	22
27.1. CONDITIONS D'OUVERTURE DE LA PERIODE DE PRE-LIQUIDATION	23
27.2. CONSEQUENCES LIEES A L'OUVERTURE DE LA PRE-LIQUIDATION	23
28 - DISSOLUTION.....	23
29 - LIQUIDATION.....	23
TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES.....	23
30 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT.....	24
31 - INFORMATIONS FATCA ET CRS.....	24
32 - CONTESTATIONS – ELECTION DE DOMICILE	24

Titre I – Présentation Générale

1 - DENOMINATION

Le Fonds a pour dénomination :

FCPI Amundi Avenir Innovation II

Cette dénomination est suivie des mentions suivantes : "Fonds Commun de Placement dans l'Innovation – article L.214-30 du Code Monétaire et Financier".

Société de Gestion : Amundi Amundi Private Equity Funds

Déléataire : NextStage AM

Dépositaire : CACEIS BANK

2 - FORME JURIDIQUE ET CONSTITUTION DU FONDS

Le Fonds est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts autorisés par l'article L.214-24-34 du CMF. N'ayant pas de personnalité morale, la Société de Gestion représente le Fonds à l'égard des tiers conformément aux dispositions de l'article L. 214-24-42 du CMF.

Le Dépositaire établit une attestation de dépôt pour le Fonds mentionnant expressément le nom du Fonds et précisant les montants versés en numéraire dès lors qu'il a réuni un montant minimum de trois cent mille (300.000) euros (article D.214-32-13 du CMF).

La date de l'attestation de dépôt des fonds délivrée par le Dépositaire détermine la date de constitution du Fonds (ci-après la « **Constitution** »).

3 - ORIENTATION DE LA GESTION

3.1. Objectif et stratégie d'investissement

3.1.1. Objectif de gestion

3.1.1.1. Quota Innovant

L'objectif du Fonds est de constituer un portefeuille de titres, à hauteur de quatre vingt-dix (90)% de son actif en sociétés innovantes en respectant le quota visé à l'article 4.1 des présentes (ci-après le « **Quota Innovant** » tel que défini à l'article 4.1 du Règlement conformément à l'article L. 214-30 du CMF), de sociétés innovantes européennes offrant des perspectives de croissance ou de développement (les « **Entreprises Innovantes** » décrites de manière plus détaillée ci-après à l'article 4.1. du Règlement) non cotées ou cotées sur des systèmes multilatéraux de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises (par exemple, sur Euronext Growth¹), ou qui pourraient le devenir pendant la durée de vie du Fonds, et avec une exposition ou des ambitions à l'international.

La gestion de ces participations est susceptible de générer, en contrepartie d'un risque de perte en capital, une performance attendue selon les prévisions du Déléataire à la fin de la Période de blocage (soit le 31 décembre 2026 inclus) pouvant aller jusqu'à 10 années en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds (soit jusqu'au 31 décembre 2029 inclus), sur décision de la Société de gestion, (sauf cas de déblocage anticipés prévus dans le Règlement).

3.1.1.2. Quota Libre

Le Fonds a pour objectif d'investir la part de l'actif non investie en titres éligibles au Quota Innovant (le « **Quota Libre** ») de la manière suivante :

L'objectif de gestion du Quota Libre est la recherche de la meilleure performance par une participation aux évolutions des marchés actions, obligations et monétaires.

La stratégie d'investissement pour le Quota Libre consiste en la mise en œuvre d'une politique active et diversifiée d'allocation d'actifs.

Le Quota Libre pourra être constitué de valeurs négociées sur les marchés réglementés et/ou organisés, qui comprennent essentiellement des actions couvrant tous les secteurs économiques et des obligations de toute qualité de signature émises par tout organisme privé ou public ayant éventuellement fait appel aux services d'une agence de notation. Les titres obligataires sont, par définition, plus ou moins exposés aux risques de crédit et de taux (cf. article 3.2. ci-dessous). Ces titres seront acquis directement, ou par l'intermédiaire (i) d'organismes de placement collectif, (ii) de sociétés d'investissement ou (iii) d'entités constituées dans un Etat membre de l'Organisation de Coopération et du Développement Economique dont l'objet principal est d'investir dans des titres de sociétés non cotés sur un marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger.

En fonction de l'appréciation faite par la Société de gestion sur les perspectives à moyen terme des placements actions ou taux, la Société de gestion se réserve la possibilité d'investir tout ou partie du Quota Libre en OPCVM et/ou fonds d'investissement à vocation générale actions, obligataires ou monétaires, dont les risques sont rappelés dans le profil de risques.

Le Quota Libre pourra également être investi dans des Entreprises Innovantes ou dans des sociétés qui répondent à la stratégie d'investissement du Fonds mais qui ne sont pas des Entreprises Innovantes.

La Société de gestion déterminera le niveau de trésorerie du Fonds. Cette trésorerie sera placée en produits liquides (tels que bons du Trésor - émis ou non par des pays de l'Union Européenne - et OPCVM monétaires ou obligataires) dont la maturité est inférieure ou égale à douze mois et l'exposition aux risques de crédit et de contrepartie sera limitée autant que possible.

Par ailleurs, le Quota Libre pourra être investi en titres de créances négociables de toute notation (tels que titres négociables à court terme) libellés en toutes devises, émis par tout type d'émetteurs.

Le Fonds pourra, le cas échéant, détenir des instruments financiers à terme simples, dans un objectif de couverture contre les risques actions, de crédit, de contrepartie, de taux et de change, tels que définis à l'article 3.2. ci-dessous), incluant sans s'y limiter des contrats de swap. Dans cette hypothèse, la Société de gestion aura recours à la méthode du calcul de l'engagement, telle que prévue

¹ A noter que la doctrine considère Euronext comme marché éligible (point 12 du Feuillet rapide FR_1_16 paru le 31 décembre 2015).

par les articles 422-53 à 422-55 du règlement général de l'AMF, afin de procéder au calcul du risque global du Fonds.

Le Fonds ne réalisera pas d'opérations de financement sur titres ni ne conclura pas de contrats d'échanges sur rendement global.

3.1.2. Stratégie d'investissement

3.1.2.1 Stratégies utilisées

Le Fonds a pour objet la souscription ou l'acquisition et la vente d'un portefeuille de participations minoritaires et sera composé à hauteur de 90% au moins de l'actif de titres d'entreprises dans le respect du Quota Innovant détaillé au 4.1.

Le Fonds a pour objectif d'investir principalement en capital-développement.

Le Fonds investira dans tous les secteurs autorisés par la réglementation applicable au Fonds, et analysera les sociétés cibles du Fonds à travers les quatre tendances de fond de l'économie suivantes : l'économie positive (ou croissance verte), l'Internet industriel, l'économie « à la demande » et du partage et l'économie de la valeur des émotions.

Le Fonds est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque.

Le Fonds intègre des facteurs de durabilité dans son processus d'investissement. En effet, la Société de Gestion applique la Politique Investissement Responsable mise en place par Amundi qui consiste d'une part en une politique d'exclusions ciblées et d'autre part en un système de notations ESG (le détail de cette politique est disponible dans la Politique Investissement Responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr). Concernant les entreprises non notées par Amundi ainsi que les investissements dans des fonds dont la gestion financière est déléguée partiellement au Déléguataire, la Société de Gestion a développé son propre processus d'analyse précisé dans la « charte d'intégration ESG/ISR d'Amundi Private Equity Funds pour un capital investissement durable et responsable », elle peut également s'appuyer sur les politiques ESG et les données communiquées par le Déléguataire.

Gouvernance

Une attention particulière devrait être accordée, dans le choix des cibles, au respect par celles-ci des principes de bonne gouvernance d'entreprise. Le Fonds pourra ne pas tenir compte de ces éléments dans la sélection des cibles.

Néanmoins, son objectif est de faire prendre en compte le respect des principaux critères Environnementaux, Sociaux/Sociétales de Gouvernance (ci-après « ESG ») par ses participations.

Ces critères ESG incluent, par exemple, la place du développement durable dans la stratégie des Entreprises Cibles, l'équilibre des instances de gouvernance ou encore la conception ou l'utilisation de biens ou services intégrant les enjeux écologiques, sur la base de la grille d'analyse que la société de gestion applique autour des 4 tendances de fond de l'économie (économie à la demande et du partage, économie verte, internet industriel, économie de la valeur de nos émotions).

Toutefois, il est précisé que le non-respect de ces critères par une participation n'interdit pas nécessairement l'investissement du Fonds, et par conséquent, il se peut que les (ou certaines) participations du Fonds ne respectent pas les principaux critères ESG.

Le Fonds n'intègre pas la prise en compte d'activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du Règlement sur la Taxonomie et par conséquent ne prend pas en compte les critères de l'Union Européenne en la matière.

Conformément à l'article L. 533-22-1 du CMF, la Société de Gestion met à la disposition des porteurs de parts, sur son site Internet www.amundi.com et dans le rapport annuel du Fonds, des informations sur les modalités de prise en compte des critères ESG dans la politique d'investissement du Fonds.

Il est précisé que le Fonds a la faculté de réaliser des investissements dans une devise autre que l'euro et pourra dans ce cas être amené à réaliser des investissements dans des instruments dérivés de couverture du risque de change. En principe, les investissements réalisés dans une devise autre que l'euro ne devraient pas dépasser 10% de la taille du Fonds

Stade et secteurs d'investissement

Le Fonds investira dans tous les secteurs autorisés par la réglementation applicable au Fonds. Le Fonds devrait privilégier le capital-développement.

Les sociétés-cibles du Fonds feront l'objet d'une analyse à travers les quatre tendances de fond de l'économie suivantes : l'économie positive ou la croissance verte, l'Internet industriel, l'économie « à la demande » et du partage et l'économie de la valeur des émotions.

Montant unitaire des investissements

A titre indicatif, l'investissement dans chaque société cible sera en principe d'au moins cent cinquante mille (150.000) euros.

Diversification

Le Fonds devrait investir dans une trentaine d'entreprises et avec comme objectif d'investir dans au moins vingt (20) Entreprises Innovantes.

Période d'investissement

La période d'investissement du Fonds durera en principe pendant les 5 premiers exercices du Fonds.

A compter du 1^{er} juillet 2025, la Société de Gestion envisagera de procéder à la pré-liquidation ou à la liquidation du portefeuille du Fonds. Pour ce faire, elle prendra toutes les mesures nécessaires pour obtenir la meilleure valorisation et pour distribuer les montants perçus conformément à la politique de distribution décrite à l'article 13. Aucune distribution n'aura lieu avant le 31 décembre de la cinquième année suivant la fin de la Période de Souscription des parts A1 ou A2 (définie à l'article 9.1 du Règlement).

La Société de Gestion a pour objectif de céder l'ensemble des actifs du Fonds et d'en distribuer les produits de cession au terme de la durée de vie du Fonds, soit le 31 décembre 2026 (inclus) pouvant aller jusqu'à 10 années en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds, soit jusqu'au 31 décembre 2029,

Réinvestissement en suite d'un désinvestissement

Jusqu'à son entrée en période de pré-liquidation (définie à l'article 28 du Règlement) ou jusqu'à sa dissolution et afin de respecter à la fois le Quota Innovant et l'obligation de ne pas réaliser de distributions pendant 5 ans à compter de la fin de la Période de Souscription des parts de catégorie A1 ou A2, le Fonds réinvestira en principe les produits de cession qu'il aura encaissés à la suite d'un désinvestissement. A l'issue du délai de 5 ans susmentionné et avant l'entrée en pré-liquidation ou en liquidation du Fonds, la Société de Gestion pourra distribuer une partie des produits de cession encaissés par le Fonds et, le cas échéant, réinvestir le solde dans les délais légaux rappelés ci-dessous (cf. article 4.2).

Pendant les périodes d'investissement et de désinvestissement

Les sommes collectées à la Constitution du Fonds en attente d'investissement en titres dans le Quota Innovant et les sommes en attente de distribution seront investies en titres éligibles au Quota Libre.

3.1.2.2 Catégorie d'actifs entrant dans la composition de l'actif du Fonds

L'actif du Fonds pourra être investi notamment :

- dans des titres participatifs, des titres de capital ou des titres donnant accès au capital émis par des Entreprises Innovantes, qui sont admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un

prestataire de services d'investissement autre qu'une société de gestion de portefeuille ou tout autre organisme similaire étranger (i.e. organisé et réglementé) (ci-après un « **Marché** »). S'agissant des actions de préférence, il est précisé qu'il est possible que le Fonds soit amené à consentir dans le cadre de la négociation d'un investissement des droits particuliers aux dirigeants de la société cible (actions à droits de vote double, option d'achat afin de permettre leur relution dans certains cas de surperformance de la société, etc.). Ces actions de préférence pourront également conférer des droits préférentiels sur (i) les dividendes ou le boni de liquidation des sociétés émettrices ou sur (ii) le prix de cession desdites actions. En toute hypothèse, les actions de préférence que pourra être amené à détenir le Fonds auront un profil rendement / risques d'actions. Par ailleurs, certaines de ces actions de préférence pourront être de nature à fixer ou plafonner la performance maximale de certains investissements du Fonds (notamment lors de la cession desdites actions de préférence par le Fonds).

- Ainsi, dans le cas d'un scénario optimiste (valorisation de la société à +100 %), le mécanisme de préférence vient plafonner la performance des actions à un seuil déterminé à l'avance (par exemple +10% calculée par rapport au prix de souscription desdites actions de préférence) alors qu'un investissement sans mécanisme de préférence aurait permis de profiter pleinement de la hausse. Ce mécanisme limite donc la plus-value potentielle du Fonds alors que ce dernier reste exposé à un risque de perte en capital si l'investissement évoluait défavorablement. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que le seuil retenu dans l'exemple (+10%) est un minimum et que la Société de Gestion ne réalisera pas d'investissement dont le plafonnement du multiple réalisé serait inférieur.
- Il est précisé que le Fonds n'investira pas, en principe, dans une société uniquement en actions de préférence si bien que l'impact des mécanismes de relution induisant un plafonnement de la plus-value revenant au Fonds en cas de surperformance sera limitée à la quote-part de l'investissement réalisé en actions de préférence ;
- dans des titres de capital ou donnant accès au capital émis par des Entreprises Innovantes dont les titres sont admise aux négociations sur un Marché, sous réserve que le Marché soit un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des PME ;
- dans des parts de SARL françaises ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans leur pays de résidence qui sont des Entreprises Innovantes ;
- dans la limite de quinze (15) % au plus de l'actif du Fonds, dans des avances en compte courant, consenties pour la durée de l'investissement réalisé, au profit d'Entreprises Innovantes dont le Fonds détient au moins 5% du capital ;
- en parts ou actions d'OPCVM ou de FIA de l'Union Européenne et ouverts à une clientèle non-professionnelle, de type actions, monétaires ou obligataires ainsi qu'en certificats de dépôt et dépôts à terme. Ces OPCVM ou ces FIA ne seront pas exposés à des titres dits spéculatifs ;
- dans des droits représentatifs de placements financiers dans une entité constituée dans un État membre de l'Union Européenne et ouvert à une clientèle non-professionnelle dont l'objet principal est d'investir dans des titres de sociétés non cotés sur un Marché ;
- dans des titres de créances ou tous titres admis à l'actif d'un FCPI conformément à la législation en vigueur et notamment des titres de sociétés cotées, y compris sur un marché réglementé, que ces titres soient émis ou non par des Entreprises Innovantes (étant rappelé que les titres qui sont cotés sur un marché réglementé au jour de l'investissement du Fonds, même émis par des Entreprises Innovantes, ne sont en principe pas éligibles au Quota Innovant). Les titres de créance issus d'émissions du secteur privé ne font généralement pas l'objet d'une notation. Les titres de créance seront analysés par la Société de Gestion selon une analyse de crédit interne basée sur les critères de qualité de crédit des titres et des émetteurs. Si ces titres font l'objet d'une notation au moment de la souscription, la notation ne sera pas inférieure à A-3 dans l'échelle de notation Standard & Poor's ou une notation équivalente, étant précisé que l'acquisition ou la cession de ces créances ne se fondera pas sur le seul critère de la notation.

Par ailleurs, le Fonds pourra effectuer des dépôts et éventuellement procéder à des emprunts d'espèces dans la limite de dix (10) % de son actif.

Le Fonds n'investira pas dans des hedge funds ni dans des sociétés dont le siège social est situé dans des pays émergents.

En matière de calcul du risque global, la Société de Gestion utilise la méthode de l'engagement.

3.2. Profil de risques

Toute évolution liée à la gestion des risques du Fonds (et notamment dans la gestion du risque de liquidité) ainsi que tout changement dans le niveau de l'effet de levier ou le réemploi des garanties seront mentionnées dans le rapport annuel du Fonds.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès de l'interlocuteur habituel des porteurs de parts.

Le site de l'AMF www.amf-france.org contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Le Fonds est un FCPI. En raison de ses contraintes d'investissement, il présente donc les risques suivants :

- **Risque de perte en capital** : la performance du Fonds n'est pas garantie et le capital initialement investi par le porteur pourrait ne pas lui être intégralement restitué.

- **Risque de faible liquidité des investissements réalisés dans des sociétés non cotées** : le Fonds pouvant être investi dans des titres non cotés visant à être cotés sur l'horizon du Fonds par nature peu ou pas liquides, il pourrait ne pas être en mesure de vendre à court terme certains de ses actifs. Le rachat des parts par le Fonds pourrait donc ne pas être immédiat. En toutes hypothèses, le Fonds présente une durée de blocage des capitaux pendant la durée de vie du Fonds, expirant le 31 décembre 2026, ou jusqu'au 31 décembre 2029 en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds. En outre, la faible liquidité des investissements dans des sociétés non cotées visant à être cotées sur l'horizon du Fonds (ceci étant uniquement un objectif) pourrait entraîner une cession de ces actifs à un montant inférieur à leur valorisation et par conséquent une baisse de la valeur liquidative des parts du Fonds.

- **Risque lié au caractère innovant** : l'innovation rencontrée lors de la prise de participations dans des Entreprises Innovantes pourrait être peu ou pas protégée par des brevets et pourrait ne pas contribuer au succès commercial escompté de la société innovante.

- **Risque lié au niveau des frais** : le Fonds est exposé à un niveau de frais élevé. La rentabilité de l'investissement envisagé suppose une performance élevée des actifs sous-jacents.

- **Risque lié à l'investissement dans des petites capitalisations sur des marchés non réglementés** : le volume de la transaction peut être faible sur ces marchés et avoir une influence négative sur le cours des actions sélectionnées par le Fonds. Les mouvements de marché peuvent être plus marqués que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du Fonds suivra également ces mouvements.

- **Risques liés aux obligations convertibles** : le Fonds pourra investir au travers de valeurs mobilières composées qui en cas d'option donnent accès au capital des entreprises (obligations convertibles, Océanes...). La valeur de ces titres dépend de plusieurs facteurs tels que le niveau des taux d'intérêt et surtout l'évolution de la valeur des actions auxquelles ces obligations donnent droit en cas de conversion.

- **Risque de taux** : le Fonds investissant en parts ou actions d'OPCVM / FIA monétaires, obligataires ainsi qu'en certificats de dépôt et dépôts à terme, la variation des taux d'intérêts sur les marchés obligataires pourrait provoquer une baisse du cours de certains actifs détenus en portefeuille et entraîner de ce fait une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

- **Risque de change** : le Fonds peut réaliser des investissements à l'étranger et principalement en Europe. En cas d'évolution défavorable des taux de change, les entreprises pourraient se revendre à une valeur inférieure au montant espéré. La valeur liquidative serait impactée négativement. Toutefois, ce risque devrait être limité car le Fonds pourra recourir à l'utilisation d'instruments financiers à termes à des fins de couverture du risque de change.

- **Risque de crédit** : le Fonds pourra souscrire à des obligations. Les entreprises émettrices pourraient ne pas être en mesure de rembourser ces obligations, ce qui induirait une baisse de la valeur liquidative du Fonds.

- **Risque de contrepartie** : risque lié à la conclusion de contrats sur instruments financiers à terme dont la contrepartie ne tiendrait pas ses engagements.

- **Risque action** : l'évolution négative des cours de bourse peut entraîner une diminution de la valeur liquidative.

- **Risque de rentabilité limitée lié aux actions de préférence** : certaines actions de préférence ou certaines clauses des pactes d'actionnaires conclus dans le cadre de la détention d'actions de préférence pourront être de nature à fixer ou plafonner leur performance. Ces mécanismes de plafonnement peuvent limiter la plus-value potentielle du Fonds alors que celui-ci reste exposé à un risque de perte en capital si l'investissement évoluait défavorablement.

- **Risque fiscal** : certains porteurs de parts A1 ou A2 du Fonds sont amenés à bénéficier d'un régime fiscal spécifique, à savoir notamment :

- l'exonération d'impôt sur le revenu pour les investisseurs personnes physiques dont la résidence fiscale est française qui ont souscrit directement leurs parts et qui ont pris les engagements prévus à l'article 163 quinquies B du CGI ;
- la réduction d'impôt sur le revenu conformément au dispositif prévu à l'article 199 terdecies-0 A du CGI.

Le bénéfice de ces régimes fiscaux est soumis au respect tant par le Fonds que par les porteurs de conditions qui pourraient ne pas être respectées. Ces conditions peuvent également être amenées à évoluer du fait des changements législatifs ou de la doctrine.

- **Risque en matière de durabilité** : il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

4 - REGLES D'INVESTISSEMENT

4.1. Nature du Fonds / Dispositions réglementaires de composition de l'actif du Fonds

Les dispositions décrites ci-dessous concernent uniquement les contraintes légales et réglementaires visées par le CMF et ses textes d'application.

Un document distinct détaillant les dispositifs fiscaux prévus par ces articles est disponible sur demande des porteurs de parts (ci-après la « **Note Fiscale** »).

Conformément aux dispositions de l'article L.214-30 du CMF dans sa version en vigueur au jour de l'agrément du Fonds, le Fonds est un FCPI dont l'actif doit être constitué, pour soixante-dix (70) % au moins, de :

(i) de titres associatifs, titres participatifs ou de capital de sociétés, ou donnant accès au capital de sociétés, y compris des actions de préférence définies aux articles L.228-11 et suivants du Code de Commerce (les "**Actions de Préférence**"), de parts de sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans l'Etat où elles ont leur siège, étant précisé :

- qu'il doit s'agir de titres ou parts reçus en contrepartie de souscriptions au capital, d'obligations dont le contrat d'émission prévoit obligatoirement le remboursement en actions, de titres reçus en contrepartie d'obligations converties, d'obligations convertibles ;

- que les titres ou parts reçus en contrepartie de souscriptions au capital, les titres reçus en remboursement d'obligations et les titres reçus en contrepartie d'obligations converties doivent représenter au moins 40% de l'actif du Fonds;

- que les titres ou parts d'une société qui ont fait l'objet d'un rachat sont éligibles si l'une des deux conditions suivantes est vérifiée :

- leur valeur est inférieure à la valeur de la participation déjà détenue dans cette société par le Fonds;
- au moment du rachat de titres ou de parts, le Fonds s'engage à souscrire pendant sa durée de vie des titres ou parts dont l'émission est prévue au plan d'entreprise, pour une valeur au moins équivalente au rachat.

(ii) d'avances en compte courant consenties, pour la durée de l'investissement réalisé, à des Entreprises Innovantes dans lesquelles le Fonds détient au moins 5 % du capital (dans la limite de 15 % de l'actif du Fonds),

étant précisé que les titres ou avances en compte courant visés aux (i) et (ii) pris en compte pour le calcul du Quota Innovant devront être émis par (ou consentis à) des Entreprises Innovantes :

^{1°/} dont les souscriptions à son capital confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société,

^{2°/} qui ont leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

^{3°/} qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou en seraient passibles dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France ;

^{4°/} dont le capital n'est pas détenu majoritairement, directement ou indirectement, par une ou plusieurs personnes morales ayant des liens de dépendance avec une autre personne morale étant précisé que ces liens sont réputés exister (a) lorsque l'une détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social de l'autre ou y exerce de fait le pouvoir de décision ou (b) lorsqu'elles sont placées l'une et l'autre dans les conditions définies au (a) sous le contrôle d'une même tierce société ;

^{5°/} qui respectent les conditions définies aux c, e et i du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du CGI, à savoir :

- elles exercent une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du CGI et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières ;

- leurs actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de leur activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

- elles comptent au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat² ;

^{6°/} elles n'ont pas procédé au cours des douze derniers mois au remboursement, total ou partiel, d'apports ;

^{7°/} elles répondent à la définition de la petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

^{8°/} leurs titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du CMF, sauf si ce marché est un système multilatéral de

² Cette condition s'apprécie lors de la première souscription ou acquisition des titres par le Fonds.

négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises (Euronext Growth par exemple), étant précisé que si les titres étaient postérieurement à l'investissement initial admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger, ils continuent à être pris en compte dans le Quota Innovant pendant une durée de 5 ans à compter de leur admission ;

^{9°/} elles ont une activité innovante, à savoir elles remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- (i) avoir réalisé des dépenses de recherche définies aux a à g et aux j et k du II de l'article 244 quater B du CGI représentant au moins 10 % des charges d'exploitation de l'un au moins des trois exercices précédant celui au cours duquel intervient la souscription. Pour l'application aux entreprises n'ayant jamais clos d'exercice, les dépenses de recherche sont estimées pour l'exercice courant à la date de souscription et certifiées par un expert-comptable ou par un commissaire aux comptes, ou
- (ii) être capables de démontrer qu'elles développent ou développeront dans un avenir prévisible des produits, services ou procédés neufs ou substantiellement améliorés par rapport à l'état de la technique dans le secteur considéré et qui présentent un risque d'échec technologique ou industriel. Cette appréciation est effectuée pour une période de trois ans par un organisme chargé de soutenir l'innovation et désigné par décret (label BPI France) ;

^{10°/} elles sont dans une phase de développement suivantes :

- n'exercer son activité sur aucun marché ; ou
- exercer son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de dix ans après sa première vente commerciale. Si l'entreprise a fait appel à l'organisme mentionné au dernier alinéa du paragraphe 9 ci-dessus, celui-ci est également chargé de définir la date de première vente commerciale. A défaut, cette date est déterminée par un seuil de chiffres d'affaires dont les modalités de calcul sont fixées par décret³, ou
- avoir un besoin d'investissement initial en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

^{11°/} elles ne sont pas qualifiables d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

^{12°/} elles respectent la condition mentionnée au j du 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du CGI dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017.

Les conditions mentionnées aux :

- 7°/ à 10°/ doivent être respectées au moment de l'investissement initial par le Fonds,
- 11°/ à 12°/ doivent être respectées lors de chaque investissement par le Fonds.

(iii) Par ailleurs, sont également éligibles au Quota Innovant, (a) les titres de capital mentionnés au (i) de l'article 4.1. émis par des sociétés holding non cotées ou, (b) dans la limite de 20% de l'actif du Fonds, les titres de capital, ou donnant accès au capital émis par des sociétés holding cotées sur un Marché d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, et dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros :

a) qui répondent aux conditions mentionnées aux 1°/ à 12°/ du présent article, étant précisé que la condition prévue au dernier alinéa du 9°/ est appréciée par l'organisme mentionné au même dernier alinéa au niveau de la société, au regard de son activité et de celle de ses filiales mentionnées au c) ci-dessous, dans des conditions fixées par décret ;

b) qui ont pour objet social la détention de participations remplissant les conditions mentionnées au c ci-dessous et peuvent exercer une activité industrielle ou commerciale au sens de l'article 34 du CGI ;

c) qui détiennent exclusivement des participations représentant au moins 75% du capital de sociétés⁴ ;

- dont les titres sont de la nature de ceux mentionnés aux I et III de l'article L. 214-28 du CMF (participations non cotées ou de faible capitalisation boursière) ;
- qui remplissent les conditions mentionnées aux 1°/ à 6°/ à l'exception de celles tenant à l'effectif (dernier alinéa du 5°/) et au capital (4°/);
- et qui remplissent les conditions prévues au 4.1. ou ont pour objet l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale au sens de l'article 34 du CGI. ;

d) qui détiennent, au minimum, une participation dans une société mentionnée au c) ci-dessus qui remplit les conditions prévues au 4.1.

(iv) Enfin, les titres ou parts acquis à l'occasion d'investissements de suivi dans les entreprises dont les titres ou parts sont déjà présents à l'actif du Fonds au titre du Quota Innovant peuvent être comptabilisés dans ce quota si les conditions prévues au 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité sont remplies, à savoir :

- le montant total du financement des risques ne dépasse pas 15 millions d'euros par entreprise admissible, quelle que soit la mesure de financement des risques ;
- de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise initial ;
- l'entreprise bénéficiaire des investissements de suivi n'est pas devenue liée à une entreprise autre que l'intermédiaire financier ou l'investisseur privé indépendant qui finance les risques au titre de la mesure, excepté si la nouvelle entité remplit les conditions prévues dans la définition de PME.

4.2. Délai d'atteinte du Quota Innovant du Fonds

Conformément aux dispositions de l'article 199 terdecies 0A (VI-1) du CGI par renvoi à l'article 885-0 V bis du CGI dans sa rédaction en vigueur le 31 décembre 2017, le Fonds doit atteindre son Quota Innovant :

- à hauteur de 50% au moins, au terme d'une période d'investissement maximale de quinze (15) mois démarrant à compter de la fin de la Période de Souscription;

- à hauteur de 100% , au plus tard à l'expiration d'une seconde période d'investissement de quinze (15) mois démarrant à compter de la fin de la période d'investissement initiale visée à l'alinéa précédent.

Les quotas d'investissements sont calculés conformément aux dispositions légales et réglementaires, et plus particulièrement conformément aux articles L.214-30 et R.214-47 et suivants du CMF.

4.3. Ratios prudentiels réglementaires

4.3.1. Ratios de division des risques

Conformément aux dispositions de l'article R.214-48 du CMF, l'actif du Fonds peut être employé à :

- a. dix (10) % au plus en titres d'un même émetteur (ce ratio est porté à vingt (20) % en cas d'admission des titres sur un marché d'instruments financiers ou d'échange contre les titres cotés conformément à l'article R. 214-50 du CMF) ;

³ Ce seuil est fixé à ce jour à 250.000 euros (décret n°2016-991 du 20 juillet 2016).

⁴ En cas de cession par la société d'une de ses filiales remettant en cause le seuil de détention de 75%, les titres de cette société cessent d'être pris en compte dans le Quota Innovant.

- b. trente-cinq (35) % au plus en actions ou parts d'un même OPCVM ou FIA relevant des paragraphes 1, 2 et 6 de la sous-section 2, du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du Chapitre IV du Titre 1er du Livre II de la partie réglementaire du CMF, c'est-à-dire en actions ou parts d'un fonds d'investissement à vocation générale, d'un fonds de capital investissement (FCPR, FCPI, FIP), d'un fonds de fonds alternatif, d'un fonds professionnel à vocation générale, d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital-investissement ou d'une société de libre-partenariat ;
- c. dix (10) % au plus :
 - en actions ou parts de fonds professionnel à vocation générale relevant de l'article L. 214-144 du CMF de fonds de fonds alternatifs relevant de l'article L. 214-40 du CMF ;
 - en titre ou droits d'entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 du CMF constituées dans un pays de l'OCDE autre que la France (ci-après « **Entité Extrangère** »).
- d. quinze (15) % au plus en avances en compte courant consenties à des sociétés dans les conditions prévues à l'article 3.1.2.2.

Les ratios de division des risques visés au présent (a), (b) et (c) du présent 4.3.1 doivent être respectés à l'expiration d'un délai de deux exercices à compter de l'agrément du Fonds par l'AMF.

Le ratio de division des risques de quinze (15)% visé au (d) du présent 4.3.1 applicable aux comptes courants doit être respecté à tout moment.

4.3.2. Ratios d'emprise

Conformément aux dispositions de l'article R.214-52 du CMF, le Fonds ne peut :

- a. détenir plus de trente-cinq (35) % du capital ou des droits de vote d'un même émetteur sauf exception prévue par la réglementation ;
- b. détenir ou s'engager à souscrire ou acquérir plus de vingt (20) % du montant total des titres ou droits ou des engagements contractuels de souscription d'une même entité mentionnée au 2 du II de l'article L.214-28 du CMF ne relevant pas des autres dispositions de l'article L.214-28 du CMF ni de l'article L.214-30 du CMF, ni de l'article L.214-31 du CMF ;
- c. détenir plus de dix (10) % des actions ou parts d'un OPCVM ou d'un FIA relevant des paragraphes 1, 2 et 6 de la sous-section 2, du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du Chapitre IV du Titre 1er du Livre II de la partie réglementaire du CMF c'est-à-dire des actions ou parts d'un fonds d'investissement à vocation générale, d'un fonds de capital investissement (FCPR, FCPI, FIP), d'un fonds de fonds alternatif, d'un fonds professionnel à vocation générale, d'un fonds professionnel spécialisé, d'un fonds professionnel de capital-investissement ou d'une société de libre partenariat.

Les ratios d'emprise visés au présent 4.3.2 doivent être respectés à tout moment. Dans le cas où ces ratios d'emprises visés au présent article seraient modifiées par des dispositions légales, réglementaires ou fiscales, les nouvelles dispositions seront automatiquement appliquées, si elles présentent un caractère obligatoire ou plus favorable, conformément à l'article 4.6 ci-dessous.

4.4. Mode de calcul du Quota Innovant et des ratios prudentiels réglementaires

Le Quota Innovant est calculé conformément aux dispositions légales et réglementaires, et plus particulièrement conformément aux articles L.214-28, L.214-30 et R.214-47 et suivants du CMF.

En particulier, lorsque des titres ou droits inclus dans le Quota Innovant du Fonds font l'objet d'une cession, les titres ou droits cédés sont réputés maintenus à l'actif pour leur prix de souscription ou d'acquisition pendant une durée de deux ans à compter de la date de la cession.

4.5. Dispositions fiscales

La souscription des parts du Fonds est notamment réservée aux personnes physiques, résidents fiscaux en France et redevables de l'impôt sur le revenu (« **IR** ») et souhaitant bénéficier d'une réduction de leur IR conformément au dispositif prévu à l'article 199 terdecies-0 A du CGI.

Ce dispositif fiscal est plus amplement détaillé à l'article 9.1 du Règlement ainsi que dans la Note Fiscale (cf. ci-dessous).

La Société de Gestion pourra toutefois accepter des souscriptions de personnes physiques ou morales ne correspondant pas à la catégorie de personnes susvisée.

Par ailleurs, les porteurs de parts sont susceptibles, sous certaines conditions (cf. Note Fiscale), d'être exonérés d'IR à raison des produits et plus-values que le Fonds leur verserait à compter du 1^{er} janvier 2026 ou le 1^{er} janvier 2025 selon la date de fin de la Période de souscription (voir 13.1) et d'une exonération de l'éventuelle plus-value qu'ils pourraient réaliser sur la cession des parts du Fonds.

Une note fiscale (la "**Note Fiscale**"), non visée par l'AMF, est disponible sur demande des porteurs de parts préalablement à leur souscription. Elle décrit notamment les conditions qui doivent être réunies pour que les porteurs de parts puissent bénéficier de ces régimes fiscaux.

Les avantages fiscaux décrits dans la Note Fiscale sont susceptibles d'être modifiés voir de disparaître en cas de modification de la réglementation en vigueur au jour de sa publication, notamment dans le cadre de la publication d'un décret d'application dans le cadre de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 (ci-après la « Loi de finances pour 2019 »).

4.6. Modification des textes applicables

Dans le cas où des dispositions légales, réglementaires ou fiscales en vigueur, visées au présent Règlement seraient modifiées, les nouvelles dispositions seront automatiquement appliquées, si elles présentent un caractère obligatoire ou plus favorable, et le cas échéant intégrées dans le Règlement, qui serait transmis à l'AMF et au Dépositaire.

5 - REGLES DE CO-INVESTISSEMENT, DE CO-DESINVESTISSEMENT, TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICES

5.1. Répartition des dossiers entre les fonds gérés par le Délégué et/ou une entreprise liée.

Le Fonds pourra co-investir avec d'autres fonds existants gérés par le Délégué, dès lors que ces co-investissements se réaliseront à des conditions financières et juridiques et à des dates de réalisation équivalentes à l'entrée comme à la sortie.

La répartition des dossiers d'opportunité d'investissement dans les sociétés cibles entre les fonds gérés par le Délégué et/ou une entreprise liée, est réalisée conformément au Règlement de déontologie commun à France Invest et à l'AFG, et en application des règles mentionnées ci-dessous en fonction de l'horizon d'investissement des fonds et de leur trésorerie disponible.

En cas de modifications du Règlement de déontologie commun à France Invest et à l'AFG, la Société de Gestion mentionne simplement les évolutions apportées dans son prochain document périodique adressé aux porteurs de parts. Le cas échéant, une information spéciale sera communiquée au Dépositaire.

Afin de déterminer la répartition des opportunités d'investissement entre les fonds gérés ou conseillés par le Délégué et le Fonds, les règles suivantes d'allocation des investissements s'appliqueront :

5.1.1. Allocation des opportunités d'investissement entre les fonds gérés ou conseillés par le Délégué et le Fonds

Le Délégué effectuera au préalable une analyse quant à l'éligibilité de chaque projet d'investissement à l'actif réglementaire de chaque fonds qu'il gère ou conseille :

- 1) Tous les investissements qui rentrent exclusivement dans la politique d'investissement du Fonds sont en principe affectés exclusivement au Fonds.

Toutefois, le Délégué gère d'autres fonds qui ont une politique d'investissement similaire à celle du Fonds. Dès lors, lorsque des dossiers sont éligibles au Fonds et à d'autres fonds, le Délégué décidera de l'allocation de l'investissement entre le Fonds et les autres fonds concernés et de leur répartition éventuelle en tenant notamment compte des critères suivants : durée

de vie du Fonds, période d'investissement du Fonds, délai d'atteinte des quotas, trésorerie disponible, ratios de division des risques ou d'emprise, réglementaires fiscaux ou contractuels, etc.

2) Si l'investissement concerné est éligible au ratio d'Entreprises Innovantes des FCPI gérés ou conseillés par le Délégué, alors ledit investissement sera en principe réparti prioritairement entre les FCPI notamment en fonction des contraintes de ratios des FCPI (y compris le Fonds), et le cas échéant entre les FCPI, les autres FIP, FCPR et la SCR, gérés ou conseillés par le Délégué.

Par ailleurs, si l'investissement est d'un montant inférieur à un minima fixé en début d'année par le Délégué, les FCPI, et la SCR autres que les FCPI, les FCPR et les FIP, gérés ou conseillés par le Délégué pourraient ne pas participer à l'investissement qui serait alors alloué exclusivement aux FCPI, FCPR et FIP qu'il gère ou conseille.

Au 1er janvier 2019, le minima est fixé à € 2,6 millions.

3) Si l'investissement concerné qualifie aux critères d'éligibilité au ratio régional des FIP gérés (sans que la société soit qualifiée d'innovante) par le Délégué, alors

a) En fonction du profil risque / rentabilité de l'investissement et de sa correspondance avec la politique d'investissement et les objectifs de placement des différents fonds gérés ou conseillés par le Délégué, tels que présentés dans le règlement desdits fonds, alors l'investissement sera alloué i/ aux FCPI, aux FCPR et notamment aux FIP gérés ou conseillés par le Délégué, ou ii/ uniquement aux FIP gérés ou conseillés par le Délégué.

b) Toutefois, si l'investissement est inférieur à un minima fixé en début d'année par le Délégué, alors ledit investissement sera alloué aux FCPI uniquement.

c) Il est ici rappelé que la répartition sera en priorité réalisée selon les contraintes de ratios des FCPI (y inclus le Fonds) par rapport aux autres fonds gérés par le Délégué.

Au 1^{er} janvier 2019, le minima est fixé à €2,6 millions.

5.1.2. Allocation des montants investis par les fonds gérés ou conseillés par la Société de Gestion

Une fois l'opportunité d'investissement allouée entre les fonds conformément aux règles indiquées à l'article 5.1.1, l'allocation des montants investis par chacun des fonds gérés ou conseillés par le Délégué se fera sur la base des règles suivantes :

- 1) Si aucun fonds géré ou conseillé par le Délégué ne présente de contraintes d'investissement liées à des quotas juridiques et fiscaux non encore atteints, alors l'investissement concerné sera réparti en principe au prorata des souscriptions totales des différents fonds concernés.
- 2) Si certains fonds gérés ou conseillés par le Délégué doivent respecter des quotas juridiques et fiscaux et que ces derniers ne les ont pas encore atteints, alors l'investissement pourra être alloué, en priorité, à hauteur de 7,5% des souscriptions totales de ces fonds en donnant la priorité, en tant que de besoin, au(x) fonds le(s) plus ancien(s), étant précisé que le solde sera alloué conformément à la règle mentionnée au point 1) ci-dessus.

Dans le cas des FCPI et FIP gérés par le Délégué, le montant des investissements que pourront réaliser ces fonds sera plafonné pour tenir compte des plafonds mentionnés aux articles 885-0 V bis (dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2017) et 199 terdecies 0 A du CGI.

Nonobstant ce qui précède, si l'allocation d'un investissement par un fonds géré ou conseillé par le Délégué excède 7,5% de son engagement global s'agissant d'un FCPI ou d'un FIP géré ou conseillé par la Société de Gestion, ou 10% de son engagement global s'agissant d'un FCPI ou d'un FCPR, alors le montant d'investissement alloué à ce fonds pourra être plafonné aux pourcentages indiqués dans les deux cas.

Par ailleurs, si les règles mentionnées aux articles 5.1.1 et 5.1.2 ont pour conséquence de faire investir un fonds géré ou conseillé par le Délégué pour un montant inférieur à 3% de son engagement global, alors ledit fonds pourra

ne pas investir et l'allocation entre les autres fonds gérés ou conseillés par le Délégué sera alors recalculée en excluant ce fonds de l'assiette de calcul.

Ces règles d'investissement ne s'appliquent pas aux investissements dans des sociétés cotées sur un marché réglementé ou organisé, sauf en cas d'opération de type « PIPE » ou « retrait de cote ».

5.2. Co-investissement entre les véhicules d'investissement gérés par le Délégué et/ou les éventuelles entreprises liées au sens de l'article R.214-56 du CMF

La Société de Gestion sera libre de faire investir le Fonds aux côtés de fonds gérés par le Délégué et/ou des entreprises qui lui sont liées (les « Fonds Liés ») lorsque l'investissement concerné entrera dans la stratégie d'investissement du Fonds notamment dans le cadre de co-investissements prévus par la stratégie d'investissement du Fonds telle que mentionnée à l'article 3.1 du présent Règlement.

Conformément au Règlement de déontologie des sociétés de gestion de portefeuille intervenant dans le capital investissement, publié par France Invest et l'AFG, le Délégué s'assure que ces co-investissements sont effectués à des conditions financières et juridiques et à des dates de réalisation équivalentes, à l'entrée comme à la sortie, tout en respectant les spécificités réglementaires et conventionnelles auxquelles chacun des fonds concernés est assujéti, notamment le délai d'investissement légalement requis pour atteindre le Quota Innovant ou les ratios prudentiels réglementaires.

En principe, la quote-part respective d'investissement des Fonds Liés, des Sociétés Liées et du Fonds dans chacune des sociétés du portefeuille sera calculée au prorata des montants d'engagements de souscription disponibles respectifs des Fonds Liés, des Sociétés Liées et du Fonds au jour où le co-investissement est réalisé, sous réserve de l'application des règles de co-investissement ci-après décrites.

Les règles de co-investissement applicables sont déterminées en prenant en compte pour chaque véhicule : sa politique d'investissement, ses engagements de souscription ou ses fonds propres, les contraintes spécifiques relatives à ses quotas fiscaux et ratios d'actif et de passif, et ses disponibilités de trésorerie. Ces règles sont préparées au début de chaque année civile par le responsable du pôle d'investissement concerné et validées par les responsables de la conformité du Délégué et de la Société de Gestion. Elles peuvent cependant être ajustées périodiquement pour tenir compte des modifications éventuelles intervenues dans le périmètre de référence initial (clôture de la souscription d'un nouveau fonds, modification de la réglementation légale ou fiscale, fin de la période d'investissement d'un fonds, échéance du fonds etc.).

Les Fonds Liés, les Sociétés Liées et le Fonds partageront les coûts liés à l'investissement effectué ou aux obligations d'indemnisation proportionnellement au montant investi par chacun d'entre eux.

Les règles de répartition et leurs modifications éventuelles font l'objet d'une communication spécifique dans le premier rapport de gestion du Fonds publié après la date d'effet de leur entrée en vigueur.

Par exception, les dispositions ci-dessus cessent de s'appliquer lorsque les participations concernées par le co-investissement font l'objet d'une cotation sur un Marché (défini au 3.1.2.2 du Règlement).

Tout co-investissement visé au présent article fera l'objet d'une mention spécifique dans le rapport annuel du Fonds.

5.3. Co-investissements entre la Société de Gestion, ses salariés, ses dirigeants et les personnes agissant pour son compte

La Société de Gestion, et/ou le Délégué, leurs salariés et/ou leurs dirigeants et/ou les personnes agissant pour leur compte s'interdisent de prendre des participations, à titre personnel ou par personne interposée :

- dans des sociétés dans lesquelles le Fonds détient des titres ;
- dans des sociétés dans lesquelles le Fonds est susceptible d'investir, c'est-à-dire pour lesquelles le comité d'investissement de la Société de Gestion et/ou du Délégué a d'ores et déjà émis un avis positif sur l'investissement projeté.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que ces personnes viennent à détenir des titres en vue d'y défendre les intérêts du Fonds, et notamment des actions de garantie pour leur permettre de siéger aux différents conseils et organes des participations concernées.

5.4. Co-investissements lors d'un apport en fonds propres complémentaires

Le Fonds pourra réaliser un apport en fonds propres complémentaires dans une société liée dans laquelle un Fonds Lié et/ou une Société Liée est déjà actionnaire, et dans laquelle le Fonds n'est pas actionnaire, uniquement :

- si un ou plusieurs investisseurs extérieurs interviennent à un niveau suffisamment significatif ou ;
- à défaut, après que deux experts indépendants désignés par la Société de Gestion, dont éventuellement le Commissaire aux Comptes du Fonds, aient établi un rapport sur l'opération.

Le rapport annuel du Fonds doit relater les opérations concernées. Le cas échéant, il devra en outre décrire les motifs pour lesquels aucun investisseur tiers n'est intervenu et justifier l'opportunité de l'investissement complémentaire ainsi que son montant.

Par exception, les dispositions ci-dessus cessent de s'appliquer lorsque les participations concernées par le co-investissement font l'objet d'une cotation sur un Marché (défini au 3.1.2.2 du Règlement).

5.5. Transferts de participations

Les transferts de participations entre le Fonds et (i) d'autres portefeuilles gérés par le Délégué ou (ii) des entreprises liées au sens de l'article R.214-74 du CMF au Délégué respecteront les dispositions légales et réglementaires ainsi que les recommandations émises par le Règlement de déontologie commun à France Invest et l'Association Française de Gestion financière (AFG), en vigueur au jour du transfert.

5.6. Prestations de services effectuées par le Délégué ou des sociétés qui leurs sont liées

Le Délégué peut fournir des prestations de conseil et de montage, d'ingénierie financière, stratégie industrielle, fusion et acquisition, et introduction en bourse, aux entreprises dans lesquelles le Fonds qu'il gère détient ou envisage de détenir des participations. Le choix des intervenants pour la réalisation de prestations de services significatives au profit du Fonds ou au profit d'une société dans laquelle le Fonds a investi est décidé en toute autonomie respectivement par le Fonds ou la société concernée après mise en concurrence.

Ces prestations sont alors rémunérées sous forme d'honoraires versés au Délégué.

Le montant de tous honoraires, rémunérations, ou commissions perçus par le Délégué au titre de prestations de conseil accomplies au profit des sociétés cibles dans lesquelles le Fonds détient une participation au cours d'un exercice, sera imputé sur la commission de gestion au prorata du pourcentage détenu par le Fonds dans la société débitrice, appréciée au jour du paiement desdits honoraires.

La Société de Gestion mentionnera dans son rapport de gestion annuel du Fonds aux porteurs de parts la nature et le montant global des sommes facturées par le Délégué et les entreprises qui lui sont liées, aux sociétés dans lesquelles l'actif du Fonds est investi. Etant entendu que le Délégué sera dans l'obligation de communiquer ces informations au plus tôt, et ce afin de permettre à la Société de Gestion de remplir son obligation.

Si le bénéficiaire de l'honneur est une entreprise liée à la Société de Gestion ou au Délégué, le rapport indique, dans la mesure où l'information peut être obtenue, l'identité du bénéficiaire et le montant global facturé.

Par ailleurs, la Société de Gestion mentionnera également dans son rapport de gestion annuel aux porteurs de parts l'existence d'opérations de crédit réalisées par un établissement de crédit auquel elle pourrait être liée.

Ce rapport de gestion annuel précisera selon que :

- l'opération de crédit a été mise en place lors de l'acquisition (directe ou indirecte) des titres par le Fonds. Dans ce cas, la Société de Gestion indique si les conditions de financement pratiquées par l'établissement de crédit lié se distinguent des conditions habituellement pratiquées pour des opérations similaires, et le cas échéant, pourquoi ;
- l'opération de crédit est effectuée au bénéfice de sociétés dans lesquelles le Fonds est investi. La Société de Gestion indique dans son rapport de gestion annuel, dans la mesure où, après avoir fait les diligences nécessaires pour obtenir cette information, elle a pu en avoir connaissance, si un établissement de crédit auquel elle est liée concourt significativement au financement de l'entreprise (fonds propres inclus).

Elle mentionne également dans le rapport de gestion annuel du Fonds si cet établissement a apporté un concours à l'initiative de la Société de Gestion et/ou du Délégué et dans ce cas si les conditions de financement se distinguent des conditions du marché, et le cas échéant, pourquoi.

5.7. Prestations de services interdites

Il est interdit aux membres de la Société de Gestion et/ou du Délégué de réaliser pour leur propre compte des prestations de services rémunérées au profit du Fonds ou de toute société dans laquelle le Fonds détient une participation ou dont il projette d'acquies une participation sous réserve des droits propres à chaque catégorie de parts.

Titre II – Modalités de fonctionnement

6 - PARTS DU FONDS

Les droits des porteurs sont exprimés en parts. Chaque part d'une même catégorie correspond à une même fraction de l'actif du Fonds.

La Société de Gestion garantit un traitement équitable des investisseurs.

6.1. Forme des parts

Les parts A1, A2 et B du Fonds sont enregistrées en nominatif administré uniquement.

Le Fonds est admis en Euroclear France.

La Société de Gestion peut décider de procéder à la division des parts (par dixième, centième, millième ou dix millième) par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

La propriété des parts émises est constatée par l'inscription sur une liste établie pour chaque catégorie de parts dans un registre tenu à cet effet par le Dépositaire.

6.2. Catégories de parts

Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnellement aux parts détenues de chaque catégorie.

Les droits des copropriétaires sont représentés par des parts A1, A2 et B.

La souscription des parts de catégorie A1 et A2 du Fonds est ouverte aux personnes physiques ou morales ou autres entités, françaises ou étrangères.

Les parts B sont des parts dites de « carried interest » et sont réservées à :

- la Société de Gestion et au Délégué,
- directement, par société interposée ou par voie de fiducie par :
 - leurs dirigeants soumis au régime fiscal des salariés, leurs salariés,
 - les dirigeants soumis au régime fiscal des salariés et salariés de toutes sociétés qui réalisent des prestations de services liées à la gestion du Fonds.

Il est précisé que la souscription des parts A1 et/ou A2 du Fonds n'est pas autorisée aux personnes américaines tel que ce terme est défini par la réglementation américaine Regulations S dans le cadre de l'US Securities Act de 1933 tel que modifié ou dans toute autre réglementation ou loi qui rentrerait en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique et qui remplacerait à l'avenir la Regulation S.

Toute personne qui devient une personne américaine au sens de la réglementation susmentionnée après sa souscription devra le déclarer, lors de sa souscription ou de l'acquisition de parts du Fonds, à la Société de Gestion qui pourra procéder au rachat de ses parts (cf. article 10 du Règlement).

De même, en cas d'acquisition de parts du Fonds, le porteur de parts devra déclarer à la Société de Gestion ou si les titres sont détenus au nominatif administré (à l'administrateur) s'il est une personne américaine au sens de la réglementation susmentionnée.

La souscription au Fonds comme l'acquisition de parts du Fonds, emportent adhésion au Règlement et acceptation par le porteur de parts qui viendrait à entrer dans le champ d'application des réglementations FATCA (« Foreign Account Tax Compliance Act ») et CRS (« Common Reporting Standard ») de faire l'objet de déclarations auprès des autorités fiscales concernées.

Dans le cadre de l'application de la réglementation FATCA et CRS (cf. article 32 du présent Règlement), chaque porteur de parts déclare lors de sa souscription ou acquisition son (ou ses) pays de résidence fiscale ainsi que le(s) numéro(s) d'identification fiscale.

En outre, chaque porteur de parts s'engage à informer la Société de Gestion ou le Fonds, de toute modification de sa ou ses résidence(s) fiscale(s) et son statut au regard des réglementations FATCA et CRS.

Chaque porteur de part reconnaît être informé, et donne son autorisation à cet effet, que (i) s'il est identifié en qualité de personne américaine tel que ce terme est défini dans la réglementation FATCA ou (ii) comme résident fiscal d'un pays avec lequel la France a signé un accord de type CRS, ou (iii) en l'absence de remise de la documentation requise au titre de l'application de ces réglementations, les informations le concernant (e.g. nom, adresse, numéro d'identification fiscale) et les informations relatives à son (ses) compte(s) présent(s) et futur(s) (numéros de compte, le solde ou la valeur du compte à la fin de l'année ou, le cas échéant, à la clôture du compte, les distributions effectuées par le fonds et versées à l'investisseur.....) seront divulguées à l'administration fiscale française qui partagera ces informations avec le U.S Internal Revenue Service (administration fiscale américaine) ou suivant le cas avec les autorités fiscales du pays de résidence fiscale dudit porteur de parts du Fonds.

Aux fins des présentes, FATCA désigne les Sections 1471 à 1474 du United States Internal Revenue Code of 1986 (le « **Code US** »), toute réglementation actuelle ou future ou leurs interprétations officielles, tout accord passé conformément à la Section 1471(b) du Code US, ou toute réglementation ou loi fiscale ou pratique adoptée conformément à tout accord intergouvernemental conclu en relation avec la mise en œuvre de ces Sections du Code US et notamment le décret n° 2015-1 du 2 janvier 2015 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers.

Aux fins des présentes, CRS désigne la norme de l'OCDE de Common Reporting Standard (CRS) et toute réglementation, actuelle ou future ou leurs interprétations officielles ou pratique adoptée conformément à cette norme OCDE.

Sur la base de la norme de l'OCDE, le Conseil de l'Union européenne a adopté, le 9 décembre 2014, la Directive 2014/107 UE qui amende la Directive 2011/16 UE du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscale. L'adoption de la Directive mentionnée ci-dessus met en œuvre le Common Reporting Standard de l'OCDE et généralise l'échange automatique d'informations au sein de l'Union à partir du 1er janvier 2016. Le décret n° 2016-1779 du 19 décembre 2016 portant publication de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (ensemble six annexes), signé à Berlin le 29 octobre 2014.

6.3. Nombre et valeur des parts

La valeur initiale de souscription de la part de catégorie A1 est de cent (100) euro.

La valeur initiale de souscription de la part de catégorie A2 est de cent (100) euros.

La valeur initiale de souscription de la part de catégorie B est de cent (100) euro.

Chaque souscription en parts A1 doit être d'un montant minimum de mille (1.000) euros soit un minimum de dix (10) parts A1.

Chaque souscription en parts A2 doit être d'un montant minimum de mille (1.000) euros soit un minimum de dix (10) parts A2.

Pendant la Période de Souscription du Fonds, telle que définie à l'article 9.1 du Règlement, les parts de catégorie A1 ou A2 ou B seront souscrites à leur valeur initiale de souscription, telle que définie ci-dessus.

Conformément aux dispositions de l'article 150-0 A du CGI et de l'article 41 DGA de l'annexe III du CGI, les souscripteurs de parts B souscriront un nombre de parts B représentant au moins zéro virgule vingt-cinq (0,25) % du montant total des souscriptions (hors droits d'entrée) reçus par le Fonds.

Dans tous les cas, aucune personne physique, agissant directement ou par personne interposée, ne peut détenir plus de 10% des parts du Fonds et, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéficiaires de sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du Fonds.

6.4. Droits attachés aux parts

6.4.1. Droits financiers

6.4.1.1 Droits respectifs de chaque catégorie de parts

a) Les parts de catégorie A1 et A2 ont vocation à percevoir, dans l'ordre de priorité défini au paragraphe 6.4.1.2 ci-après, en une ou plusieurs fois, outre une somme correspondant au remboursement du montant souscrit et libéré, un montant égal à quatre-vingt (80) % du solde de l'Actif Net du Fonds (défini à l'article 14.2 du Règlement) non affecté à l'amortissement de l'ensemble des parts du Fonds.

b) Les parts de catégorie B ont vocation à recevoir, dans l'ordre de priorité défini au paragraphe 6.4.1.2 ci-après, en une ou plusieurs fois, outre correspondant au remboursement du montant souscrit et libéré, un montant égal à vingt (20) % du solde de l'Actif Net du Fonds non affecté à l'amortissement de l'ensemble des parts du Fonds. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 150-0 A du CGI, les distributions aux porteurs de parts de catégorie B ne pourront intervenir de manière effective (i) avant l'expiration d'un délai de cinq (5) ans qui court de la date de Constitution du Fonds et (ii) avant attribution aux parts de catégorie A d'un montant égal à leur montant souscrit et libéré. Par conséquent, les distributions éventuelles auxquelles les parts de catégorie B pourraient ouvrir droit avant, seront affectées à un compte de réserve (la « Réserve Fiscale ») lors de l'établissement de l'actif net du Fonds.

A l'expiration du délai de cinq (5) ans courant à compter de la date de Constitution du Fonds, et après attribution aux parts de catégorie A1 ou A2 d'un montant égal à leur montant souscrit et libéré, la Société de Gestion pourra librement décider de procéder à la distribution de cette Réserve Fiscale ainsi que tous intérêts, gains ou dividendes perçus au titre de cette Réserve Fiscale, net de tout frais et dépenses en relation avec cette Réserve Fiscale. Cette distribution sera réalisée à proportion du nombre de parts B détenues par chacun des porteurs de parts B, dans le respect de l'ordre de priorité tel que décrit à l'article 6.4.1.2.

Les sommes affectées à la Réserve Fiscale seront investies à la discrétion de la Société de Gestion dans des fonds monétaires ou des instruments négociables à court terme, ou des dépôts à terme.

Dans l'hypothèse où les porteurs de parts de catégorie A1 et/ou A2 ne percevraient pas au minimum le montant nominal libéré de leurs parts, les porteurs de parts de catégorie B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts de catégorie B.

6.4.1.2 Droits attachés à chaque catégorie de parts : ordre de priorité

Les attributions (sous quelque forme que ce soit, par voie de distribution ou de rachat de parts), en espèces ou en titres, effectuées en cours de vie du Fonds ou au moment de sa liquidation, seront employées à désintéresser dans l'ordre de priorité qui suit :

• en premier lieu, les porteurs de parts de catégorie A1 ou A2 à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants qu'ils ont souscrits et libérés, hors droits d'entrée ;

• en second lieu, et dès lors que les parts de catégorie A1 ou A2 auront reçu l'intégralité de leurs droits ci-dessus, les porteurs de parts de catégorie B à concurrence d'une somme égale aux montants qu'ils ont souscrits et libérés ;

• le solde, s'il existe, est réparti entre les porteurs de parts de catégorie A1 ou A2 à hauteur de quatre-vingt (80) % et les porteurs de parts de catégorie B à hauteur de vingt (20) %.

La valeur du Fonds, pour la détermination de la valeur liquidative des parts telle que définie à l'article 14.2 du Règlement, est attribuée à chaque catégorie de parts, dans le respect des principes figurant au présent article.

Les sommes dues au titre des parts de catégorie B en vertu du présent article seront affectées à la Réserve Fiscale du Fonds selon les modalités prévues par l'article 6.4.1.1.

6.4.2. Droit d'information

Les porteurs de parts disposent à l'encontre de la Société de Gestion et du Dépositaire d'un droit d'information, sans préjudice de la nécessaire confidentialité que la Société de Gestion maintiendra sur les activités des sociétés où elle a investi.

7 - MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du Fonds devient inférieur à trois cent mille (300.000) euros. Lorsque l'actif demeure pendant plus de trente (30) jours, inférieur à ce montant, la Société de Gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du Fonds, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-16° du Règlement Général de l'AMF.

8 - DUREE DE VIE DU FONDS

Le Fonds prendra fin au plus tard le 31 décembre 2026 (sauf dans les cas de dissolution anticipée prévus à l'article 29).

Afin notamment d'assurer la liquidation des investissements effectués, cette durée peut être prorogée par la Société de gestion pour trois (3) périodes successives de un (1) an, soit jusqu'au plus tard le 31 décembre 2029, à charge pour la Société de gestion de notifier sa décision aux porteurs de parts, au moins trois (3) mois avant l'échéance de sa durée initiale ou d'une précédente prorogation. Elle sera par ailleurs portée à la connaissance de l'AMF et du Dépositaire.

9 - SOUSCRIPTION DE PARTS

La réglementation américaine dite « FATCA » ayant donné lieu à la signature d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre cette réglementation impose à la Société de Gestion de déclarer auprès de l'administration fiscale française l'identité des personnes américaines, tel que ce terme est défini par ledit accord. En cas de non respect de ces obligations déclaratives, des sanctions pourraient être prises à l'encontre de la Société de Gestion et impacter négativement le Fonds.

Les investisseurs potentiels du Fonds sont invités à consulter leurs conseillers fiscaux s'agissant des impacts de la réglementation FATCA. Il est rappelé que les parts A1 ou A2 du Fonds ne peuvent pas être souscrites par des personnes ayant la qualité de personne américaine au sens de la réglementation FATCA au moment de la souscription desdites parts A1 ou A2.

Chaque souscripteur déclare lors de sa souscription s'il est ou non résident fiscal d'un pays autre que la France. Il est rappelé que tout porteur de parts qui viendrait à être ou entrer dans le champ d'application des réglementations FATCA et CRS (Common Reporting Standard) accepte, en adhérant au Règlement du Fonds, de faire l'objet de rapports auprès des autorités administratives et fiscales concernées.

9.1. Période de souscription

-Parts de catégorie A1

Les parts de catégorie A1 du Fonds pourront être souscrites pendant deux périodes successives : une période dite de commercialisation puis une période dite de souscription :

- la période de commercialisation se déroulera de la date d'agrément par l'AMF à la date de Constitution du Fonds, soit en principe jusqu'au 31 décembre 2019 ;

- la période de souscription (la "Première Période de Souscription") s'étendra du lendemain de la date de Constitution du Fonds jusqu'au 9 août 2020.

Les parts de catégorie A1 pourront être souscrites et libérées à compter du lendemain de l'agrément AMF et ce, jusqu'au 9 août 2020 inclus.

Les souscriptions de parts A1 qui seraient libérées au plus tard le 31 décembre 2019 sont susceptibles d'ouvrir droit à une réduction d'impôt en 2020 acquise au titre des revenus de 2019, sous réserve des évolutions fiscales qui pourraient intervenir après l'agrément du Fonds par l'AMF.

Les souscriptions de parts A1 qui seraient libérées à compter du 1er janvier 2020 et au plus tard le 9 août 2020 inclus e, sous réserve de la durée de la Période de Souscription, sont susceptibles d'ouvrir droit à une réduction d'impôt en 2021 acquise au titre des revenus de 2020, sous réserve des évolutions fiscales qui pourraient intervenir après l'agrément du Fonds par l'AMF.

-Parts de catégorie A2

Les parts de catégorie A2 du Fonds pourront être souscrites pendant une période de souscription allant :

-- du 10 août 2020 au 31 décembre 2020 (la "Seconde Période de Souscription").

Les parts de catégorie A2 pourront être souscrites et libérées à compter du 10 août 2020 et ce, jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

Les souscriptions de parts A2 qui seraient libérées à compter du 10 août 2020 et au plus tard le 31 décembre 2020, sont susceptibles d'ouvrir droit à une réduction d'impôt en 2021 acquise au titre des revenus de 2020, sous réserve des évolutions fiscales qui pourraient intervenir après l'agrément du Fonds par l'AMF.

La Première Période de Souscription et la Seconde Période de Souscription sont définies conjointement comme la « **Période de Souscription** ».

Les souscriptions des parts de catégorie B devront être reçues au plus tard le dernier jour du mois suivant la fin de la Période de Souscription telle que définie à l'article 9.1 du Règlement (soit en principe le 31 janvier 2021).

Cependant, la souscription des parts de catégorie A et/ou B pourra être clôturée sur décision de la Société de Gestion par anticipation. La Société de Gestion notifiera alors par email, courrier ou par fax, les établissements commercialisateurs que seules seront admises les souscriptions qui lui seront communiquées dans les cinq (5) jours ouvrés suivant cette notification.

Par ailleurs, l'attention des investisseurs potentiels du Fonds est attirée sur les éléments suivants :

(i) Sous réserve des précisions que l'administration fiscale pourrait apporter, l'attention des investisseurs potentiels du Fonds est attirée sur le fait que seules les souscriptions de parts A1 qui auront été envoyées et libérées au plus tard le 31 décembre 2019 à minuit pourront bénéficier, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues dans la Note Fiscale, de la réduction d'IR sur les revenus de 2019 et recevront l'attestation fiscale correspondante.

(ii) Sous réserve des précisions que l'administration fiscale pourrait apporter, l'attention des investisseurs potentiels du Fonds est attirée sur le fait que seules les souscriptions de parts A1 ou A2 qui auront été envoyées et libérées au plus tard le 31 décembre 2020 à minuit pourront bénéficier, sous réserve de satisfaire

aux conditions prévues dans la Note Fiscale, de la réduction d'IR sur les revenus de 2020 et recevront l'attestation fiscale correspondante.

Le bénéfice de la réduction d'IR est indiqué sous réserve notamment des évolutions fiscales qui pourraient intervenir ultérieurement à la date d'agrément de l'AMF, et des précisions que l'administration fiscale pourrait apporter.

9.2. Modalités de souscription

Les souscriptions sont uniquement effectuées en numéraire.

Les investisseurs s'engagent par écrit, de façon ferme et irrévocable, à souscrire une somme correspondant au montant de leur souscription, au travers d'un bulletin de souscription précisant que le souscripteur affecte sa souscription à la réduction de son IR et s'engage à conserver les parts du Fonds jusqu'au 31 décembre de la 5^{ème} année suivant celle de sa souscription.

Les souscriptions sont libérées en une fois selon les modalités précisées dans le bulletin de souscription. Les souscriptions ne seront recueillies qu'accompagnées d'un titre de paiement dûment signé par le porteur de parts ou d'un virement et les parts émises qu'après complet paiement et libération intégrale.

La valeur de souscription des parts sera, pendant la Période de Souscription, égale à la valeur nominale d'origine de la part (ou valeur de souscription unitaire) selon sa catégorie telle que mentionnée à l'article 6.3 ci-dessus.

Un droit d'entrée d'un montant maximum de trois (3) % du montant de la souscription est perçu lors de la souscription de chaque part A1 ou A2 sera acquis en tout ou partie aux commercialisateurs.

10 - RACHAT DE PARTS

10.1. Période de rachat

Les porteurs de parts ne pourront pas demander le rachat de leurs parts A1 ou A2 par le Fonds pendant la durée de vie du Fonds le cas échéant prorogée sur décision de la Société de Gestion, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2029, sauf cas de dissolution anticipée prévue dans le Règlement (la « **Période de blocage** »).

Néanmoins, à titre exceptionnel, la Société de Gestion peut, si cela n'est pas contraire à l'intérêt des porteurs de parts du Fonds, autoriser les porteurs de parts affectés par des circonstances exceptionnelles, à formuler une demande de rachat de leurs parts avant l'expiration de cette période ; tel sera le cas si ces demandes sont motivées par un lien de causalité directe avec l'un des événements suivants :

- invalidité du porteur ou de son époux (se) soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie prévue à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- décès du porteur ou de son époux (se) soumis à une imposition commune,
- licenciement du porteur ou de son époux (se) ou partenaire lié par un PACS soumis à une imposition commune.

Rappel : la réduction d'IR est conditionnée à la conservation des parts jusqu'au 31 décembre de la 5^{ème} année suivant celle de leur souscription. Toutefois, si le souscripteur peut justifier d'un lien de causalité direct entre sa demande de rachat et l'un des événements susmentionnés au 1/, sa réduction d'IR est susceptible d'être maintenue.

En outre, le Fonds pourra procéder au rachat des parts détenues par un porteur de parts répondant à la définition de personne américaine au sens de la réglementation FATCA sous réserve que ce rachat ne soit pas contraire aux intérêts des autres porteurs de parts du Fonds ni n'entraîne une violation des dispositions applicables au Fonds. Les avantages fiscaux acquis à la souscription pourraient alors être remis en question par l'administration fiscale sans que le Fonds ou la Société de Gestion en porte la responsabilité.

Les demandes de rachat s'effectuent par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Société de Gestion, qui en informe le Dépositaire.

10.2. Prix de rachat et règlement

La Société de Gestion traitera pari passu les demandes de rachats qui lui sont parvenues au cours d'un même trimestre civil, sans tenir compte des dates auxquelles les demandes ont été formulées. En principe, le prix de rachat sera égal à la première valeur liquidative trimestrielle de la part établie postérieurement au jour de réception de la demande de rachat et sera réglé par le Dépositaire dans un délai maximum de trois (3) mois après la date d'arrêt de cette valeur liquidative.

Toutefois, les demandes de rachat pourront être refusées si elles sont susceptibles de poser un problème réglementaire ou fiscal au Fonds.

Il est précisé en toute hypothèse que le calcul du prix de rachat devra tenir compte des règles relatives aux droits patrimoniaux respectifs de chacune des catégories de parts définies à l'article 6.4.1.

10.3. Réalisation du rachat

Il n'est pas prélevé de frais et commissions lors du rachat des parts.

Aucune demande de rachat ne sera recevable après la dissolution du Fonds.

Les parts de catégorie B ne pourront être rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres parts émises aient été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel ces autres parts ont été souscrites et libérées (hors droits d'entrée).

11 - CESSION DE PARTS

11.1 Cessions de parts de catégorie A1 ou A2

Les cessions de parts A1 ou A2 sont libres entre porteurs (sous réserve que l'un d'eux ne détienne pas à l'issue de la cession, seul ou avec son conjoint, ses ascendants et descendants, plus de dix (10)% des parts du Fonds et, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif du Fonds ou avoir détenu ce montant à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription des parts du Fonds). Elles ne peuvent porter que sur un nombre entier de parts. Elles peuvent être effectuées à tout moment.

Il est rappelé que les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les porteurs de parts sont subordonnés à la conservation des parts jusqu'au 31 décembre de la 5^{ème} année suivant celle de la souscription.

Le Dépositaire est informé de tout transfert de parts afin de mettre à jour son registre.

Etant entendu que les parts du Fonds doivent toujours être conservées en nominatif administré.

11.2. Cessions de parts B

Les cessions de parts B ne peuvent être effectuées qu'entre personnes répondant aux critères énoncés à l'article 6.2. Ces transferts ne peuvent être réalisés qu'après notification préalable à la Société de Gestion et recueil de son agrément exprès audit transfert. L'agrément de la Société de Gestion est réputé acquis dans le cadre des cessions de parts B entre le Délégué, ses salariés ou ses dirigeants en application des engagements et procédures internes du Délégué.

Elles ne peuvent porter que sur un nombre entier de parts, sauf décision contraire de la Société de Gestion.

11.3. Règles spécifiques FATCA et CRS

Chaque porteur de parts du Fonds accepte que la Société de Gestion (pour le compte du Fonds) soit autorisée à contraindre tout porteur de parts du Fonds ou bénéficiaire effectif de parts qui ne fournit pas les informations FATCA/CRS ou tout porteur de parts du Fonds ou bénéficiaire effectif de parts qui est une institution financière étrangère telle que définie sous FATCA (une « **Institution Financière** ») et qui, sauf exemption ou présumée en conformité, ne se conforme pas avec la Section 1471 (b) du Code U.S. (un « Investisseur Récalcitrant ») à céder ses parts, ou à pouvoir céder les parts de cet Investisseur Récalcitrant pour le compte de cet Investisseur Récalcitrant au moins élevé des deux montants suivants : (i) le montant libéré au titre des parts détenues par

l'Investisseur Récalcitrant net de toutes distributions reçues par cet Investisseur Récalcitrant à ce titre, et (ii) leur dernière valeur liquidative. Les frais, commissions, dommages et impôts ou taxes, ainsi que toute déduction au titre des taxes ou impôts retenus à la source en relation avec FATCA seront déduits des produits de cession revenant à un Investisseur Récalcitrant.

12 - DISTRIBUTION DE REVENUS

Conformément à l'article L. 214-24-50 du CMF, le résultat net du Fonds est égal au montant des intérêts, primes et lots, dividendes et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion, y compris la commission de gestion visée à l'article 21.1, et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont, conformément à l'article L. 214-24-51 du CMF, égales à (i) ce résultat net éventuellement augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos auquel s'ajoutent (ii) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

En ce qui concerne les intérêts, la comptabilisation des sommes distribuables sera effectuée sur la base des intérêts courus. Les sommes distribuables seront soit distribuées, soit capitalisées afin d'être intégrées aux actifs dont le remboursement et la distribution sont prévus à l'article 13 ; la distribution, si elle intervient, a lieu dans les cinq (5) mois suivant la clôture de l'exercice. Sous réserve des contraintes liées à la réglementation, la Société de Gestion peut également décider en cours d'exercice la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets comptabilisés à la date de la décision. Il est expressément convenu que toute distribution de revenus distribuables devra respecter les priorités de distribution définies à l'article 6.4.1.2 ci-avant.

Les sommes mentionnées aux (i) et (ii) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre. En ce qui concerne les intérêts, la comptabilisation des sommes distribuables sera effectuée sur la base des intérêts encaissés. Au cas où le Fonds dégagerait ainsi des sommes distribuables, ces sommes distribuables seront soit distribuées, soit capitalisées afin d'être intégrées aux actifs dont le remboursement et la distribution sont prévus à l'article 13 ; la distribution, si elle intervient, a lieu dans les cinq (5) mois suivant la clôture de l'exercice. La Société de Gestion peut également décider en cours d'exercice la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets comptabilisés à la date de la décision.

Si le résultat net du Fonds est une perte, cette perte est capitalisée et déduite des actifs du Fonds. Il est précisé qu'aucune distribution de produits courants n'interviendra pendant une période minimale de cinq (5) ans à compter de la fin de la période de souscription des parts de catégorie A1 ou A2.

13 - DISTRIBUTION DE PRODUITS DE CESSION

A l'instar des revenus distribuables visés à l'article 12, les produits de cession seront distribués selon l'ordre de priorité décrit à l'article 6.4.1.2.

13.1. Politique de distribution

La Société de Gestion capitalisera les sommes distribuables du Fonds jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la fin de la Période de Souscription, soit jusqu'au 31 décembre 2026, sauf clôture anticipée de la Période de souscription ou Date de constitution du fonds avant le 31 décembre 2020 auquel cas les sommes distribuables du Fonds seront capitalisées jusqu'au 31 décembre 2025.

Passée cette période, la Société de Gestion pourra procéder, après la vente de titres du portefeuille, à la distribution des sommes reçues au titre de ces ventes (diminuées des frais à payer au titre des ventes effectuées) au lieu de les réinvestir. Si elle est décidée, cette distribution interviendra dans les meilleurs délais, étant précisé que la Société de Gestion peut à sa seule discrétion décider de regrouper les sommes à distribuer aux porteurs de parts au titre de plusieurs cessions de titres du portefeuille, de telle sorte que lesdites cessions ne fassent l'objet que d'une seule distribution.

La Société de Gestion peut cependant conserver dans le Fonds les sommes qu'elle estime nécessaires pour permettre au Fonds de payer différents frais, y compris les frais de gestion, et pour payer toute autre somme qui serait éventuellement due par le Fonds. Elle pourra également réinvestir le produit net des cessions réalisées pour permettre au Fonds de respecter son Quota Innovant et ses ratios prudentiels réglementaires.

A compter de la 6^{ème} année suivant la fin de la Période de Souscription, la Société de Gestion pourra décider de procéder à des répartitions d'actifs et à des distributions de sommes distribuables à des dates différentes, selon qu'elles bénéficient à différentes catégories de parts.

Aucun rachat de parts de catégorie B ne pourra intervenir tant que les parts de catégorie A n'auront pas été intégralement amorties ou rachetées, à hauteur de leur montant libéré.

Toute distribution fait l'objet d'une mention expresse dans le rapport de gestion annuel prévu à l'article 16.2 du Règlement.

Le montant distribué viendra en diminution de la valeur liquidative de la (ou des) catégorie(s) de parts au profit de laquelle (desquelles) la distribution en espèces aura été réalisée.

Le Commissaire aux Comptes devra établir un rapport spécial sur les distributions lorsqu'elles bénéficient aux parts de la catégorie B.

13.2. Répartition des distributions

Pendant la vie du Fonds, les distributions d'actifs se font en numéraire, avec ou sans rachat de parts.

Les distributions avec rachat de parts entraînent l'annulation des parts correspondant à la distribution.

Les distributions sans rachat de parts sont déduites de la valeur liquidative des parts concernées par ces distributions.

14 - REGLES DE VALORISATION ET CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

14.1 - En vue du calcul de la valeur liquidative des parts de catégorie A et B prévue à l'article 14.2. ci-après, la Société de Gestion procède à l'évaluation de l'Actif Net du Fonds défini à l'article 14.2 ci-après à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable.

Cette évaluation de l'Actif Net du Fonds est certifiée deux fois par an par le Commissaire aux Comptes du Fonds avant sa publication par la Société de Gestion, à la clôture de l'exercice comptable et au 31 décembre de chaque année et mise à la disposition des porteurs de parts dans un délai de huit (8) semaines à compter de la fin de chacun des semestres de l'exercice social.

Pour le calcul de l'Actif Net du Fonds, les instruments financiers et valeurs détenues par le Fonds sont évalués par la Société de Gestion selon les méthodes et critères préconisés actuellement dans le Guide International d'Évaluation à l'usage du Capital Investissement et du Capital Risque publié par l'IPEV Valuation Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation Board).

Les titres cotés sont en principe valorisés à leur cours de bourse sous réserve des dispositions de l'Annexe I du Règlement.

Une synthèse des méthodes et critères contenus dans ce guide à laquelle entend se référer la Société de Gestion figure en Annexe I du Règlement, étant précisé que les intérêts seront comptabilisés sur la base des intérêts encaissés.

Dans le cas où l'IPEV Valuation Board modifierait des préconisations contenues dans ce guide (dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2019) et où ces préconisations seraient approuvées par la Société de Gestion, la Société de Gestion pourra modifier en conséquence ces méthodes et critères d'évaluation, et dès lors modifier librement les dispositions de l'Annexe I du Règlement, sans autre formalité ni approbation des porteurs. Dans ce cas, elle mentionne simplement les évolutions apportées dans son prochain document périodique adressé aux porteurs de parts.

14.2 - La première valeur liquidative des parts A1, A2 et B est établie immédiatement après la date de Constitution du Fonds.

Les valeurs liquidatives des parts A1, A2 et B sont établies en principe quatre fois par an, le dernier jour d'un trimestre civil. Par exception à ce qui précède, pendant la Période de Souscription, la valeur liquidative sera uniquement établie semestriellement le 31 décembre 2019, 30 juin 2020 et 31 décembre 2020.

Les valeurs liquidatives des parts A1, A2 et B sont calculées selon les modalités suivantes :

L'actif net du Fonds (l'« **Actif Net** ») est déterminé en déduisant de la valeur de l'actif (calculée comme indiqué à l'article 14.1.) le passif éventuel du Fonds.

Pour les calculs qui suivent, la « **Valeur Résiduelle** » de chaque part est égale à son prix de souscription (valeur initiale ou valeur liquidative suivant le cas) diminué des sommes déjà distribuées au titre de cette part.

L'Actif Net est attribué par priorité aux parts A1 et A2, jusqu'à concurrence de leur Valeur Résiduelle. Lorsque l'Actif Net dépasse la Valeur Résiduelle des parts A1 et A2, l'excédent est attribué aux parts B, jusqu'à concurrence de leur Valeur Résiduelle. Le « **Solde de Liquidation** » est défini comme la différence entre l'Actif Net et les montants ainsi attribués.

Lorsque ce Solde de Liquidation est positif, il est attribué à hauteur de quatre-vingt (80)% aux parts A1 et A2, et à hauteur de vingt (20)% aux parts B.

La valeur liquidative de chaque part A1, A2 et B est égale au montant total de l'Actif Net affecté à la catégorie de parts concernée, divisé par le nombre de parts de cette catégorie.

15 - EXERCICE COMPTABLE

La durée de l'exercice social est d'un (1) an. Il commence le 1^{er} Juillet de chaque année pour se terminer le 30 juin (ci-après « **Exercice Comptable** »).

Par exception, le premier exercice commence à la date de Constitution du Fonds et se termine en principe le 30 juin 2021, étant entendu que sa durée ne peut excéder dix-huit mois.

16 - DOCUMENTS D'INFORMATION

La Société de Gestion entretiendra un échange d'informations avec les porteurs de parts comme suit.

16.1 – A la fin du premier semestre de l'exercice, la Société de Gestion établit un rapport de gestion semestriel.

Ce rapport est établi dans un délai de deux (2) mois à compter de la fin du premier semestre. A noter qu'il, peut être établi soit au dernier jour de négociation du semestre, soit au jour d'établissement de la dernière valeur liquidative.

Ce rapport est remis gratuitement aux porteurs de parts qui en font la demande, et il contient les informations suivantes :

- l'état du patrimoine du Fonds, présentant les éléments suivants :
 - les titres financiers éligibles mentionnés au L.214-30 du CMF ;
 - les avoirs bancaires ;
 - les autres actifs détenus par le Fonds ;
 - le total des actifs détenus par le Fonds ;
 - le passif ;
 - la valeur liquidative ;
 - la valeur nette d'inventaire ;
- le nombre de parts en circulation ;
- la valeur nette d'inventaire par part ;
- le portefeuille ; et
- l'indication des mouvements intervenus dans la composition du portefeuille titres, au cours de la période de référence.

A la clôture de chaque semestre, la Société de Gestion établit le document intitulé « **Composition de l'actif** ».

L'inventaire des actifs du Fonds est établi dans un délai de six (6) semaines à compter de la fin de chaque semestre par la Société de Gestion. . Le Dépositaire atteste l'inventaire des actifs du portefeuille du Fonds.

Le document « Composition de l'actif » est communiqué à tout porteur qui en fait la demande dans un délai de huit (8) semaines à compter de la fin de chaque semestre de l'exercice et détaille les informations suivantes :

- un inventaire détaillé du portefeuille précisant les quantités et la valeur des instruments financiers ;
- l'actif net ;
- le nombre de parts en circulation ;
- la valeur liquidative ; et
- les engagements hors bilan.

L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le Commissaire aux Comptes.

16.2 - Dans un délai de quatre (4) mois suivant la clôture de chaque Exercice Comptable, la Société de Gestion met gratuitement à la disposition des porteurs de parts dans ses bureaux le rapport annuel d'activité comprenant :

- les documents de synthèse définis par le plan comptable et certifiés par le commissaire aux comptes, à savoir l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le compte de résultat, le bilan, l'annexe ;
- le rapport délivré par le commissaire aux comptes avec ses réserves ;
- tout changement substantiel dans les informations visées à l'article 33 de l'instruction AMF 2011-22 telle que modifiée le 15 mars 2017, à savoir notamment tout changement sur l'orientation de gestion, sur les conditions relatives au rachat de parts, sur les règles de valorisation... ;
- un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

Le rapport de gestion comporte notamment les informations suivantes :

- un compte rendu sur la mise en œuvre de l'orientation de gestion définie par le Règlement du Fonds ;
- un compte-rendu sur les co-investissements réalisés par le Fonds dans les conditions prescrites à l'article 5 ci-dessus ;
- le montant et la nature des commissions perçues par la Société de Gestion dans le cadre de l'activité d'investissement du Fonds, en précisant le débiteur desdites commissions ;
- un compte-rendu de sa pratique en matière d'utilisation des droits de vote attachés aux participations du Fonds, étant entendu que le document sur la politique de vote du Fonds est disponible sur demande adressée à la Société de Gestion ;
- dans la mesure où elle peut en avoir connaissance, l'existence de crédit(s) consenti(s) à ladite société par un ou plusieurs établissements de crédit du groupe de la Société de Gestion ;
- un tableau sur les frais tel que prévu par l'article D. 214-80-6 du CMF ;
- la nature et le montant global par catégorie, des frais de fonctionnement visés à l'article 22 ci-dessous ;
- le montant annuel des frais liés aux investissements dans les sociétés non cotées ;
- les montants ayant été mis en distribution au profit des porteurs de parts A1 et A2 ;
- la nomination des mandataires sociaux et salariés de la Société de Gestion au sein des organes sociaux de sociétés dans lesquelles le Fonds détient des participations ;
- un état des mouvements intervenus dans la composition du portefeuilles titres, et le cas échéant un état des instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par les entités du groupe de la Société de Gestion ;
- un inventaire des FCPR ou des placements collectifs mentionnés à l'article 311-1 A du Règlement Général AMF, ou des fonds d'investissement de pays tiers gérés par la Société de Gestion ou les entités de son groupe.

Ce document est soit transmis à la demande expresse des porteurs de parts par e-mail (sous réserve de respecter les dispositions de l'article 314-28 du Règlement Général AMF) ou à défaut par courrier, soit mis à leur disposition au siège de la Société de Gestion.

16.3 - Une lettre d'information annuelle s'agissant des frais sera adressée aux porteurs de parts et ce conformément au décret n°2012-945 du 10 avril 2012 relatif à l'encadrement et à la transparence des frais et commissions prélevés

directement ou indirectement par les fonds et sociétés mentionnés aux articles 199 *terdecies-0* A CGI.

La lettre d'information contiendra les éléments visés à l'article D. 214-80-5 du CMF.

16.4 - Concernant les prestations de services, le rapport de gestion doit mentionner :

- pour les services facturés au Fonds : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations ; et s'il a été fait appel à une société liée, son identité et le montant global facturé.
- pour les services facturés par la Société de Gestion aux sociétés dans lequel le Fonds détient une participation : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations ; et, lorsque le bénéficiaire est une société liée, dans la mesure où l'information peut être obtenue, l'identité du bénéficiaire et le montant global facturé.

Tous les trimestres, la Société de Gestion établit les valeurs liquidatives des parts du Fonds. Les valeurs liquidatives des parts les plus récentes sont communiquées à tous les porteurs de parts qui en font la demande, dans les huit (8) jours de leur demande. Elles sont disponibles sans frais auprès de la Société de Gestion et communiquées à l'AMF.

16.5 - Toutes les informations données aux porteurs de parts dans ces différents rapports et au cours de réunions éventuelles des porteurs de parts devront rester confidentielles.

16.6 - Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)

En tant qu'acteur des marchés financiers, la Société de Gestion du Fonds est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (le « **Règlement Disclosure** »).

Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement Disclosure), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement Disclosure) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement Disclosure).

Le risque en matière de durabilité est défini comme un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

L'investissement durable correspond à un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, mesuré par exemple au moyen d'indicateurs clés en matière d'utilisation efficace des ressources concernant l'utilisation d'énergie, d'énergies renouvelables, de matières premières, d'eau et de terres, en matière de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en matière d'effets sur la biodiversité et l'économie circulaire, ou un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à la lutte contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail, ou un investissement dans le capital humain ou des communautés économiquement ou socialement défavorisées, pour autant que ces investissements ne causent de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel compétent et le respect des obligations fiscales.

16.7 - Règlement (UE) 2020/852 sur la mise en place d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement Disclosure (dit « Règlement sur la Taxonomie »).

Au titre du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur la mise en place d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement Disclosure (le « **Règlement sur la Taxonomie** »), les investissements durables sur le plan environnemental sont les investissements dans une ou plusieurs activités économiques qui peuvent être considérées comme durables sur le plan

environnemental en vertu de ce règlement. Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des objectifs environnementaux définis dans le Règlement sur la Taxonomie, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux définis dans ledit règlement, qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales établies par ce règlement et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Titre III- Les Acteurs

17 - LA SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE

La gestion du Fonds est assurée par Amundi Private Equity Funds, en tant que Société de Gestion, conformément à l'orientation du Fonds définie à l'article 3.

La Société de Gestion est Amundi Private Equity Funds, une société par actions, dont le siège social est 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris, France.

La Société de Gestion a la responsabilité d'identifier, d'évaluer et de décider des investissements, des cessions et des désinvestissements. La Société de Gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule directement ou par délégation de pouvoir à tout mandataire, exercer les droits de vote attachés aux actifs compris dans le Fonds.

La Société de Gestion, les mandataires sociaux et les salariés de la Société de Gestion peuvent être nommés administrateur ou toute position équivalente dans les sociétés dans lesquelles le Fonds a investi. La Société de Gestion rendra compte aux porteurs de parts dans son rapport annuel de toutes nominations effectuées à ce titre.

Afin de couvrir les risques éventuels de mise en cause de sa responsabilité concernant l'ensemble des FIA qu'elle gère, la Société de Gestion a souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle. Elle dispose par ailleurs de fonds propres d'un montant suffisant pour couvrir les risques éventuels de mise en cause de sa responsabilité professionnelle.

18 - LE DÉPOSITAIRE

A la date de Constitution du Fonds le Dépositaire est la CACEIS BANK, société anonyme dont le siège social est 1/3, place Valhubert, 75013 Paris, (le « **Dépositaire** »).

Le Dépositaire veille :

- à ce que tous les paiements effectués par des porteurs de parts ou actionnaires, ou en leur nom, lors de la souscription de parts ou d'actions du Fonds, aient été reçus et que toutes les liquidités aient été comptabilisées ;
- et de façon générale, au suivi adéquat des flux de liquidités du Fonds.

Le Dépositaire à qui est confiée la garde des actifs d'un Fonds :

- assure, dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la conservation des instruments financiers enregistrés sur un compte d'instruments financiers ouvert dans ses livres et des instruments financiers qui lui sont physiquement livrés ;
- pour les autres actifs, vérifie qu'ils sont la propriété du Fonds et en tient le registre.

Le Dépositaire :

1° s'assure que la vente, l'émission, le rachat, le remboursement et l'annulation des parts effectués par la Société de Gestion pour le compte du Fonds, sont conformes aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement;

2° s'assure que le calcul de la valeur des parts est conforme aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement du Fonds;

3° exécute les instructions de la Société de Gestion, sauf si elles sont contraires aux dispositions législatives ou réglementaires et au Règlement du Fonds;

4° s'assure que, dans les opérations portant sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage ;

5° s'assure que les produits du Fonds reçoivent une affectation conforme aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement du Fonds.

Le Dépositaire doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société de Gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la Société de Gestion, il en informe l'AMF.

Le Dépositaire est désigné comme centralisateur des ordres de souscriptions-rachats du Fonds par délégation de la Société de Gestion et assure, à ce titre, l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411-67 du règlement général de l'AMF.

19 - LE DELEGATAIRE DE GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

A la date de Constitution du Fonds, la Société de Gestion a délégué l'activité de gestion administrative et comptable à Alter Domus Fund Services France, 37 avenue Pierre 1er de Serbie 75008 Paris « **Déléataire de Gestion Administrative et Comptable** » s'agissant des missions sur l'actif du Fonds.

Afin d'identifier, prévenir, gérer et suivre les conflits d'intérêts susceptibles de découler de cette délégation, la Société de Gestion a mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts disponible auprès de l'interlocuteur habituel des porteurs de parts.

20 - DELEGATAIRE DE LA GESTION FINANCIERE

A la date de Constitution du Fonds, la Société de gestion a délégué la gestion financière du Quota Innovant à NextStage AM, à l'exception de la partie investie en titres admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger (les « **titres cotés** »), dont la gestion est conservée par la Société de Gestion

NextStage AM, est une société de gestion de portefeuille dont le siège social est sis 19, avenue George V – 75008 Paris, agréée par l'AMF sous le numéro GP-02012. (le « Déléataire »).

21 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Commissaire aux Comptes du Fonds est désigné pour une durée de six (6) exercices, après accord de l'AMF, par la Société de Gestion et, si nécessaire, remplacé par la Société de Gestion. Le Commissaire aux Comptes peut être renouvelé dans ses fonctions. Le premier Commissaire aux Comptes du Fonds est Deloitte & Associés, 185 avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly.

Le Commissaire aux Comptes effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment contrôle, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Le Commissaire aux Comptes porte à la connaissance de l'AMF, ainsi qu'à celle de la Société de Gestion du Fonds, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission du Fonds sont effectuées sous le contrôle du Commissaire aux Comptes.

Le Commissaire aux Comptes apprécie tout apport en nature au Fonds et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Le Commissaire aux Comptes contrôle l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et les organes compétents de la Société de Gestion de portefeuille au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires. En cas de liquidation, il évalue les montants des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Titre IV Frais de gestion, de commercialisation et de placement du fonds

Avertissement

Les droits d'entrée et de sortie viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement.

Les droits acquis au Fonds servent à compenser les frais supportés par le Fonds pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les droits non acquis reviennent à la Société de Gestion, au commercialisateur etc.

Il est rappelé, en outre, que conformément aux dispositions de l'article 10.1 du Règlement, les porteurs de parts ne peuvent exiger le rachat de leurs parts en principe jusqu'au 31 décembre 2026 inclus ou jusqu'au 31 décembre 2029 inclus en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds, sauf cas de rachat anticipé ou exceptionnels listés à l'article 10.1.

Catégorie agrégée de frais, telle que définie à l'article D.214-80-1 du Code monétaire et financier	Description du type de frais prélevé	Règle de plafonnement de ces frais et commissions, en proportion du montant des souscriptions initiales totales (droits d'entrée inclus), en moyenne annuelle non actualisée sur l'ensemble de la durée de l'investissement		Règles exactes de calcul ou de plafonnement, en fonction d'autres assiettes que le montant des souscriptions initiales			Destinataire: distributeur ou gestionnaire
		Taux	Description complémentaire	Assiette	Taux ou barème	Description complémentaire	
Droits d'entrée et de sortie	Droits d'entrée	0,2993%	Ce taux a été annualisé et ramené au montant total des souscriptions de parts A1, A2 et B pour les besoins du calcul du TFAM conformément aux règles de calcul de l'article D. 214-80 du CMF.	Montant total de souscriptions de parts A (hors droits d'entrée)	3,00%	Ce taux est un taux net de taxes. Il correspond au prélèvement maximum qui peut être prélevé à la souscription des parts A1 et A2	Distributeur
Frais récurrents de gestion et de fonctionnement	Frais de gestion financière rémunération du gestionnaire (incluant la part du distributeur)	3,000%	Ces frais constituent la rémunération de la Société de gestion.	Collecte nette du 31/12/2019 jusqu'au 31/12/2022 (le cas échéant diminué des rachats), puis sur le montant investi du quota fiscal, moins les provisions à 100% et/ou sur les sociétés faisant l'objet de procédures collectives, moins les cessions pour les années restantes	4% les 3 premières années puis 3% les années suivantes%	Ce taux est le taux maximum que peut prélever le gestionnaire. Si un distributeur se voit verser des frais, ces frais sont compris dans ce taux.	Gestionnaire
	<u>Dont</u> Frais de gestion financière : part du distributeur (inclus dans la rémunération du gestionnaire)	0,75%	Ces frais sont pris en charge par la Société de gestion	Collecte nette du 31/12/2019 jusqu'au 31/12/2022, puis sur le montant investi du quota fiscal, moins les provisions à 100% et/ou sur les sociétés faisant l'objet de procédures collectives, moins les cessions pour les années restantes	0,750%	Cette rémunération est incluse dans la rémunération de la Société de gestion.	Distributeur
	<u>Dont</u> Frais récurrents de fonctionnement	0,3%	La rémunération des intervenants sur le Fonds tels que le Dépositaire, le Commissaire aux comptes, le Gestionnaire comptable et le teneur de registre, sont pris en charge par la Société de gestion.	Suivant les intervenants, les frais reposent soit sur un montant fixe pouvant évoluer suivant l'indice Syntec (CAC et Valorisateur), soit sur un taux fixe appliqué sur l'actif net (Dépositaire et teneur de registre).	0,3%	Ces frais sont destinés à différents intervenants parmi lesquels le Dépositaire et le Commissaire aux Comptes et le Délégué de Gestion Administrative et Comptable. Leur rémunération est généralement calculée sur la base de l'Actif net avec parfois	Gestionnaire

						une rémunération forfaitaire minimum défini dans leur contrat	
Frais non récurrents de gestion et de fonctionnement	<u>Dont</u> Frais de constitution	0,00%	Les frais de constitution seront prélevés en une seule fois au moment de la constitution du Fonds, ils sont pris en charge par la Société de gestion. Le taux ci-contre est annualisé et ramené au montant total des souscriptions de parts A1, A2 et B pour les besoins du calcul du TFAM conformément aux règles de calcul de l'article D. 214-80 du CMF.	Montant total des souscriptions de Parts A1 et A2 telles que libérées dans le Fonds à leur valeur initiale (hors droits d'entrée)	0,00 %	Les frais de constitution (TTC) seront prélevés en une seule fois au moment de la constitution du Fonds. Ces frais recouvrent notamment les frais d'avocats liés à l'instruction du dossier d'agrément auprès de l'AMF et les frais de promotion du fonds (impression des documents et référencement du Fonds sur des sites Internet , ...).	Gestionnaire
	<u>Dont</u> Frais de fonctionnement non récurrents liés à l'acquisition, au suivi et la cession des participations	0,00%	Les frais engagés dans le cadre des investissements, du suivi et de la cession des participations du quota fiscal sont pris en charge par la Société de gestion.	Montant par transactions sur la durée de vie du Fonds	0,00%	Cette rémunération est incluse dans la rémunération de la Société de Gestion	Gestionnaire
	<u>Dont</u> Frais de gestion indirects	0,050%	Les montants investis en OPC dans le cadre du Quota libre sont exclus du calcul des frais de gestion.	Montant investi en OPC	0,050%	Cette rémunération est incluse dans la rémunération de la Société de gestion.	Gestionnaire

Modalités spécifiques de partage de la plus-value ("carried interest")

DESCRIPTION DES PRINCIPALES RÈGLES DE PARTAGE DE LA PLUS-VALUE ("carried interest")	ABRÉVIATION ou formule de calcul	VALEUR
Pourcentage des produits et plus-values nets de charges du Fonds attribués aux parts dotées de droits différenciés dès lors que le nominal des parts aura été remboursé au souscripteur	(PVD)	20%
Pourcentage minimal du montant des souscriptions initiales totales que les titulaires de parts dotées de droits différenciés doivent souscrire pour bénéficier du pourcentage (PVD)	(SM)	0,25%
Pourcentage de rentabilité du Fonds qui doit être atteint pour que les titulaires de parts dotées de droits différenciés puissent bénéficier du pourcentage (PVD)	(RM)	100%

21 - FRAIS RECURRENTS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU FONDS

21.1. Rémunération de la Société de Gestion

La Société de Gestion perçoit, à titre de rémunération de sa gestion du Fonds, une commission au taux moyen annuel de 3 % **net de toutes taxes** (soit 4% du 31/12/2019 jusqu'au 30/03/2022 et 3% les années suivantes jusqu'à l'échéance définitive du Fonds, soit le jusqu'au 31 décembre 2026 (inclus) pouvant aller jusqu'au 31 décembre 2029 en cas de prorogation de la durée de vie du Fonds) du montant total des souscriptions (le cas échéant diminué des rachats et des distributions réalisées dans le Fonds en moyenne annuelle sur la durée de vie du Fonds). Etant entendu que cette rémunération est soumise à un maximum de 30% sur l'ensemble de la vie du Fonds.

Cette rémunération inclus la Commission de constitution, les frais de fonctionnement non récurrents liés à l'acquisition, le suivi et la cession des participations et les frais de gestion indirects.

Une partie de cette commission de gestion pourra le cas échéant être rétrocédée par la Société de Gestion aux commercialisateurs, dans la limite de **0,75 % net de taxes** du montant total des souscriptions (le cas échéant diminué des rachats et des distributions réalisées) dans le Fonds en moyenne annuelle sur la durée de vie du Fonds.

Cette commission ne comprend pas l'envoi des attestations fiscales, de la lettre d'information relative aux frais ainsi que de la newsletter éditée par la Société de Gestion.

L'assiette de la commission de gestion est le montant net total des souscriptions libérées telles que libérées dans le Fonds à leur valeur initiale (soit hors droits d'entrée, et déduction faite des rachats et des distributions réalisées) à la fin du trimestre précédant son calcul.

Cette commission de gestion est réglée par le Fonds mensuellement à terme échu, et fait l'objet d'une régularisation à la fin de chaque exercice afin de prendre en compte les souscriptions reçues au cours de l'exercice. Il est possible que pendant certaines phase de la vie du Fonds (période d'investissement et de désinvestissement) la Société de Gestion facture des commissions de gestion pour un montant qui sur une année donnée pourra excéder le taux moyen de 4% (les trois premières années) ou 3% (les années suivantes) net de toutes taxes mentionnés ci-dessus. Dans cette hypothèse, la Société de gestion veillera à ne pas dépasser sur la durée de vie du Fonds ce taux moyen et prélèvera des commissions moins importantes sur une période ultérieure. En tout état de cause, le montant prélevé annuellement pendant la Période de Souscription ne pourra excéder le produit du dernier montant total des souscriptions libérées dans le Fonds (à la fin du précédent trimestre) par le taux moyen annuel précité que multiplie la durée de vie du Fonds. Il est toutefois précisé que ces ajustements ne pourront avoir pour effet (i) un dépassement des différents plafonds visés à l'article D. 214-80-10 du CMF et/ou (ii) un dépassement du plafond de chacune des catégories de frais composant le TFAM (« Taux de Frais Annuel Moyen »), telles que mentionnées au DICI et rappelés dans le tableau de synthèse (3ème colonne) figurant ci-dessus sous le Titre IV du Règlement.

La commission due à la Société de Gestion sera majorée de toute taxe sur le chiffre d'affaires ou sur la valeur ajoutée qui pourrait devenir applicable du fait d'une modification de la réglementation. Dans l'hypothèse où cette commission serait amenée à être obligatoirement soumise à la taxe sur la valeur ajoutée (« TVA »), la TVA sera supportée par le Fonds.

La rémunération de la Société de Gestion est due à compter du jour de la Constitution du Fonds. Cette rémunération est due jusqu'à la date de clôture des opérations de liquidation du Fonds.

Dans l'éventualité où un terme de paiement de la rémunération de la Société de Gestion serait payé pour une période inférieure à trois mois, le montant du terme considéré serait calculé prorata temporis (en nombre de jours réels sur une base de 365 jours).

Dans l'hypothèse ou tout ou partie d'une échéance mensuelle de paiement ne pourrait être versée, faute d'une trésorerie suffisante dans le Fonds, le solde de la rémunération due et non versée sera provisionné pour paiement dès que la trésorerie du Fonds le permettra.

21.2. Autres frais

D'autres frais, commission et honoraires sont payés de manière récurrente par la Société de Gestion. Il s'agit de la rémunération du Dépositaire, du Commissaire aux Comptes et du Délégué de Gestion Administrative et Comptable.

22 - FRAIS DE CONSTITUTION

La totalité des frais de constitution sera supportée par la Société de Gestion. .

23 - FRAIS NON RECURRENTS DE FONCTIONNEMENT LIES A L'ACQUISITION, AU SUIVI ET A LA CESSION DES PARTICIPATIONS

La Société de Gestion supportera l'ensemble des dépenses non récurrentes liées aux activités d'investissement, de gestion et de désinvestissement du Fonds qu'elle aurait avancées pour le compte de ce dernier. Il en sera ainsi notamment pour les frais et honoraires d'audit, d'expertise et de conseil juridique, les autres frais et taxes, les frais d'information des apporteurs d'affaires, les frais d'information des porteurs de parts, les commissions d'intermédiaires et les frais de contentieux éventuellement engagés pour le compte du Fonds dans le cadre d'acquisition, de suivi, et de cession de titres détenus par le Fonds, les frais d'assurance contractés éventuellement auprès de Bpifrance Financement – ou d'autres organismes ainsi que les frais éventuellement payés à Bpifrance Financement dans le cadre de la procédure de reconnaissance du caractère innovant des produits, procédés ou techniques mentionnés à l'article L. 214-30 du CMF.

24 - FRAIS INDIRECTS LIES A L'INVESTISSEMENT DU FONDS DANS D'AUTRES PARTS OU ACTIONS D'OPCVM OU DE FONDS D'INVESTISSEMENT ALTERNATIFS

Les frais indirects éventuels liés à l'investissement du Fonds dans d'autres FIA ou dans des OPCVM ainsi que les commissions des brokers liés aux investissements dans des titres cotés, seront supportés par le Fonds. L'ensemble de ces frais ne sera pas supérieur à **0,050% nets de taxes** de l'Actif Net du Fonds en moyenne annuelle sur la durée de vie du Fonds.

25 - COMMISSIONS DE MOUVEMENT

Aucune commission de mouvement ne sera prélevée.

Titre V – Opérations de restructuration et organisation de la fin de vie du Fonds

26 - FUSION - SCISSION

Après obtention de l'agrément de l'AMF, la Société de Gestion peut avec l'accord préalable du Dépositaire :

- soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre fonds qu'elle gère ;
- soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres fonds dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un (1) mois après que les porteurs de parts du Fonds en ont été avisés.

Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur de parts.

27 - PRE-LIQUIDATION

La pré-liquidation est une période permettant à la Société de Gestion de préparer la liquidation du Fonds et de diminuer d'autant la durée de la période de

liquidation. La Société de Gestion peut décider de faire entrer le Fonds en pré-liquidation. Pendant la période de pré-liquidation, la Société de Gestion peut prendre la décision de bloquer les rachats.

27.1. Conditions d'ouverture de la période de pré-liquidation

La Société de Gestion peut, après déclaration à l'AMF et au service des impôts, placer le Fonds en période de pré-liquidation, et ce,

- a. à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son cinquième exercice, si, depuis l'expiration d'une période de dix-huit mois au plus qui suit la Constitution il n'a pas été procédé à des souscriptions de parts autres que celle effectuées auprès de ses porteurs de parts existants et dans le cadre de réinvestissements ;
- b. à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture du cinquième exercice qui suit celui au cours duquel sont intervenues les dernières souscriptions, dans les autres cas.

Dès que la période de préliquidation est ouverte, le Fonds n'est plus tenu de respecter le Quota Cible Innovant.

Après déclaration à l'AMF et au moins trois (3) jours ouvrés avant l'ouverture de la période de préliquidation, la Société de Gestion adresse aux porteurs de parts une information individuelle (sous forme de lettre ou de documentation d'information) portant sur l'ouverture de cette période et précisant les conséquences éventuelles sur la gestion du Fonds. Elle informe également le Dépositaire.

27.2. Conséquences liées à l'ouverture de la pré-liquidation

Pendant la période de préliquidation, le Fonds est soumis à des modalités particulières de fonctionnement en vue de faciliter la liquidation des actifs du portefeuille par la Société de Gestion.

Ces modalités particulières de fonctionnement sont les suivantes :

- 1) Le Fonds ne peut plus faire procéder à de nouvelles souscriptions de parts autres que celles de ses porteurs de parts à la date de son entrée en période de pré-liquidation pour réinvestir en parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs ainsi qu'en avances en compte courant dans des sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du I de l'article L. 214-28 du CMF, ou dans des entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 du CMF dont les titres ou droits figurent à son actif ;
- 2) Le Fonds peut, par dérogation à l'article R. 214-56 du CMF, céder à une entreprise liée des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze (12) mois. Dans ce cas, les cessions sont évaluées par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes du Fonds. Ces cessions ainsi que le rapport y afférent sont communiqués à l'Autorité des marchés financiers ;
- 3) Le Fonds ne peut détenir à compter de l'ouverture de l'exercice qui suit celui au cours duquel est ouverte la période de pré-liquidation que :
 - des titres ou droits de sociétés non admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers au sens du I de l'article L. 214-28 du CMF lorsque ces titres ou droits auraient été pris en compte pour l'appréciation du Quota Innovant visé à l'article 4.1.1 si le Fonds n'était pas entré en période de pré-liquidation, des avances en compte courant à ces mêmes sociétés, ainsi que des droits dans des entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 dont les titres ou droits figurent à son actif ;
 - Des investissements réalisés aux fins de placement des produits de cession de ses actifs et autres produits en instance de distribution au plus tard jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la cession a été effectuée ou les produits réalisés, et du placement de sa trésorerie à hauteur de 20 % de la valeur du Fonds.
- 4) Le Fonds n'acceptera aucune demande de rachat de parts (même à titre exceptionnel) par les porteurs dans le cadre de l'article 10 du Règlement.

28 - DISSOLUTION

La Société de Gestion procède à la dissolution et liquidation du Fonds avant l'expiration de la durée du Fonds.

La dissolution du Fonds pourra également être décidée par anticipation, sur l'initiative de la Société de Gestion.

En outre, le Fonds sera automatiquement dissout dans l'un quelconque des cas suivants:

- a. si le montant de l'Actif Net du Fonds demeure pendant un délai de trente (30) jours inférieur à trois cent mille (300 000) euros, à moins que la Société de Gestion ne procède à un apport total ou partiel des actifs compris dans le Fonds à un ou plusieurs fonds dont elle assure la gestion, la Société de Gestion en informe alors l'AMF ;
- b. en cas de cessation des fonctions du Dépositaire, si aucun autre dépositaire n'a été désigné par la Société de Gestion, après approbation de l'AMF ;
- c. si la Société de Gestion est dissoute ou fait l'objet d'un redressement judiciaire, si la Société de Gestion cesse d'être autorisée à gérer les FCPI en France ou si la Société de Gestion cesse ses activités pour quelque raison que ce soit, et si, dans un délai de deux (2) mois après réalisation de l'un de ces événements, aucune autre société de gestion n'a été désignée par la Société de Gestion après approbation de l'AMF ; et ;
- d. en cas de demande de rachat de la totalité des parts.

Lorsque le Fonds est dissout, les demandes de rachat ne sont plus possibles. La Société de Gestion informe au préalable l'AMF et les porteurs de parts de la procédure de dissolution, de la date retenue et des modalités de liquidation envisagées.

29 - LIQUIDATION

La dissolution du Fonds entraîne l'ouverture d'une période de liquidation au cours de laquelle l'existence du Fonds ne subsiste que pour les besoins de la liquidation progressive de ses actifs restant en portefeuille, au mieux de l'intérêt des porteurs de parts.

La période de liquidation prend fin lorsque le Fonds aura cédé ou distribué tous les titres qu'il détient.

En cas de dissolution, la Société de Gestion assume les fonctions de liquidateur ; à défaut le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. A défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de tout porteur de parts du Fonds.

Le représentant de la Société de Gestion (ou du liquidateur) est investi, à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts, au prorata de leurs droits.

Le Commissaire aux Comptes et le Dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation. A la fin de la liquidation, la Société de Gestion adresse à l'AMF le rapport du Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, le Dépositaire, le Commissaire aux Comptes, continuent à percevoir leur rémunération ; la rémunération annuelle de la Société de Gestion lui demeure acquise si elle est chargée des opérations de liquidation, ou à défaut, est versée au liquidateur.

En fin de vie du Fonds, les frais récurrents de gestion et de fonctionnement continueront à être prélevés jusqu'à la clôture des opérations de liquidation, et demeureront acquis à la Société de Gestion ou au liquidateur pendant toute la période de liquidation. Ces frais seront prélevés au fur et à mesure des produits de cession d'actifs réalisés par le Fonds jusqu'à l'issue de la période de liquidation s'ils n'ont pu être prélevés à leur date d'exigibilité.

Titre VI - Dispositions diverses

30 - MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Toute proposition de modification du Règlement est prise à l'initiative de la Société de Gestion. Cette modification ne devient effective qu'après information du Dépositaire et des porteurs de parts selon les modalités définies par l'instruction de l'AMF en vigueur.

Les modifications du présent Règlement sont portées à la connaissance des porteurs de parts selon les modalités prévues par la réglementation de l'AMF.

S'agissant des cas non soumis à l'agrément de l'AMF et ne requérant pas l'unanimité des porteurs de parts (hors cas de mutations tels que définis par l'instruction de l'AMF en vigueur), la Société de Gestion pourra, à sa propre initiative, décider de consulter les porteurs de parts sur la réalisation de toute mesure, opération ou modification concernant le Fonds, préalablement à la réalisation de celles-ci. Dans ce cas, elle adressera aux porteurs de parts un courrier individuel décrivant les mesures ou opérations proposées. Les porteurs de parts disposeront d'un délai de trente (30) jours pour indiquer par lettre recommandée avec accusé de réception s'ils s'opposent aux mesures ou opérations proposées par la Société de Gestion. Dans le cas où des porteurs de parts représentant plus de 50 % de l'ensemble des parts du Fonds (toutes catégories confondues) s'y opposeraient de manière expresse, la Société de Gestion ne pourra procéder aux mesures ou opérations envisagées.

Toute modification réglementaire ou législative impérative applicable au Fonds s'appliquera au jour de son entrée en vigueur, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une modification du Règlement. Il en sera de même de toute modification réglementaire ou législative non impérative que la Société de Gestion jugera opportune d'appliquer au Fonds, et qu'elle pourra seule décider de refléter dans la documentation du Fonds, en ce compris le présent Règlement. Ces évolutions réglementaires pourront notamment être liées à l'entrée en vigueur de la loi relative à la croissance et la transformation des entreprises (dite loi PACTE).

31 - INFORMATIONS FATCA ET CRS

L'échange automatique d'information de renseignements bancaires et financiers impose aux Institutions Financières une transmission systématique de données relatives à leurs clients. Ces obligations résultent de (i) la loi n°2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'accord intergouvernement entre la France et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (« FATCA ou Foreign Tax Compliance Act ») ; (ii) la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (« DAC »), et (iii) l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 (« Common Reporting Standard » ou « CRS »).

Les données qui concernent notamment, les soldes de compte, les revenus financiers et la résidence fiscale des clients sont réunies par les Institutions Financières pour être transmises à l'administration fiscale de tutelle, laquelle les retransmet le cas échéant à son tour à l'administration fiscale de chaque état dans lequel le client (ou les personnes détenant le contrôle d'un client entité) est résident à des fins fiscales (considéré donc comme déclarable).

Le Fonds en sa qualité d'Institution Financière s'engage à se conformer à ces obligations pour toutes actions ou parts qui sont détenues par les souscripteurs.

En conséquence, le Fonds (ou la Société de Gestion), pourra, à tout moment, demander et obtenir des informations complémentaires ou mettre à jour la documentation précédemment récupérée pour respecter ses obligations.

Dans l'éventualité d'une modification impactant le contenu des informations fournies, l'investisseur devra en informer immédiatement le Fonds ou la Société de Gestion.

A noter que dans le cadre de FATCA, dès lors que le Fonds investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source de 30% si les obligations FATCA ne sont pas respectées.

Le Fonds est par ailleurs autorisé à retenir trente (30) % sur tous les paiements effectués à un Investisseur Récalcitrant conformément à FATCA (« Non Participating Foreign Financial Institution »), et aucun montant supplémentaire ne sera dû et/ou payé concernant tous montants retenus en lien avec FATCA, que ce soit par le Fonds ou un intermédiaire payeur au travers duquel un porteur de parts du Fonds détient ses parts.

32 - CONTESTATIONS – ELECTION DE DOMICILE

Toute contestation relative au Fonds, qui peut s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la Société de Gestion ou le Dépositaire, sera régie par la loi française et soumise à la juridiction exclusive des Tribunaux compétents de Paris.

ANNEXE I

Méthodes et critères d'évaluation des instruments financiers détenus par le FCPI Amundi Avenir Innovation II

1. Instruments financiers cotés sur un Marché

Les valeurs négociées sur un marché réglementé français ou étranger sont évaluées sur la base du dernier cours demandé (bid price) constaté sur le marché réglementé où ils sont négociés, au jour de l'évaluation ou le dernier jour ouvré précédent le jour de l'évaluation si celui-ci n'est pas un jour ouvré. Si besoin, ce cours sera converti en euro en prenant en compte le cours de la devise à Paris au jour de l'évaluation. Toutefois, lorsque le montant des transactions réalisées sur le marché concerné est très réduit et que le cours demandé n'est pas significatif, ces instruments financiers sont évalués comme les instruments financiers non cotés.

Les titres de créance et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créance négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à trois mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont arrêtées par la Société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

Les actions ou parts d'OPCVM et de FIA sont évaluées soit sur la base de la dernière valeur liquidative connue, soit sur le prix de marché négocié sur un marché réglementé connu au jour de l'évaluation, soit sur la valeur liquidative estimée à partir des dernières informations données par l'administrateur ou le gérant de l'OPCVM ou du FIA.

Le cas échéant, la Société de gestion peut estimer, avec prudence et bonne foi, la juste valeur des OPCVM et FIA, en prenant en considération la dernière valeur liquidative officielle publiée ou toute autre information, dont les performances estimées, reçue des OPCVM et FIA. Toutefois, les valeurs liquidatives de l'OPCVM et du FIA qui seront calculées selon cette méthode seront considérées comme finales et applicables en dépit de toute divergence future.

3. Instruments financiers non cotés sur un Marché

3.1. Principes d'évaluation

Le Société de Gestion évalue chaque instrument financier non coté ou valeur que détient le Fonds à sa Juste Valeur. Pour déterminer le montant de cette Juste Valeur, la Société de Gestion recourt à une méthode adaptée à la nature, aux conditions et aux circonstances de l'investissement.

Lors de l'estimation de la Juste Valeur des investissements et instruments financiers non cotés grâce à des hypothèses de participant de marché, les considérations suivantes doivent être prises en compte :

- la Juste Valeur de chaque instrument financier non coté doit être estimée à chaque Date de Mesure (soit à chaque date à laquelle la Juste Valeur de la valeur liquidative (ou valeur de l'actif net) est communiquée aux investisseurs
- le d'un investissement récent (si jugé à la Juste Valeur) doit être utilisé pour calibrer les hypothèses des modèles d'évaluation
- la Calibration est requise par les normes comptables
- des perspectives de participants de marché doivent être utilisées pour estimer la Juste Valeur à chaque Date de Mesure
- après considération des faits individuels et circonstances et application de ces principes, il est possible qu'une Juste Valeur à une Date de Mesure subséquente soit la même qu'à une date précédente. Cela signifie que la Juste Valeur peut être équivalente au d'un investissement récent. Toutefois, le coût d'un investissement récent n'est pas automatiquement jugé comme étant à la Juste Valeur.

Les principales méthodes que la Société de Gestion peut utiliser sont celles décrites aux articles 3.3 à 3.8. Quelque soit la méthode retenue, la Société de Gestion procède à une estimation de la Juste Valeur d'une société du portefeuille à partir de sa Valeur d'Entreprise selon les étapes suivantes :

- déterminer la Valeur d'Entreprise de cette société au moyen d'au moins une des méthodes de valorisation
- retraiter la Valeur d'Entreprise afin de tenir compte de tout actif ou passif non comptabilisé ou de tout autre facteur pertinent,
- retrancher de ce montant tout montant correspondant aux instruments financiers bénéficiant d'un degré de séniorité supérieur à l'instrument du Fonds le plus élevé dans un scénario de liquidation, en tenant compte de l'impact de tout instrument susceptible de diluer l'investissement du Fonds, afin d'aboutir à la Valeur d'Entreprise Brute,
- appliquer à la Valeur d'Entreprise Brute une Décote de Négociabilité adaptée afin de déterminer la Valeur d'Entreprise Nette,
- ventiler la Valeur d'Entreprise Nette entre les différents instruments financiers de la société, en fonction de leur rang,
- allouer les montants ainsi obtenus en fonction de la participation du Fonds dans chaque instrument financier pour aboutir à la Juste Valeur.

Sans qu'il soit possible d'éviter toute subjectivité dans l'évaluation, celle-ci est réalisée en tenant compte de tous les facteurs pouvant l'affecter, positivement ou négativement, tels que : situation du marché des fusions, de la bourse, situation géographique, risque de crédit, de change, volatilité ; ces facteurs pouvant interagir entre eux, et seule la Réalisation de l'investissement permet d'en apprécier réellement la véritable performance.

Dans certaines situations, il ne sera pas possible d'établir une Juste Valeur de manière fiable. Dans ce cas, l'investissement est valorisé à la même valeur qui prévalait lors de la précédente évaluation, sauf en cas de dépréciation manifeste, auquel cas la valeur est diminuée de façon à refléter la dépréciation, telle qu'estimée.

En règle générale, la Décote de Négociabilité se situe, selon les circonstances, dans une fourchette de dix (10) à trente (30) % (par tranche de cinq (5) %).

En outre, la Société de Gestion devra tenir compte de tous éléments susceptibles d'augmenter ou diminuer de façon substantielle la valeur d'un investissement. Ce sera notamment le cas des situations suivantes :

- les performances ou les perspectives de la société sont sensiblement inférieures ou supérieures aux anticipations sur lesquelles la décision d'investissement a été fondée ou aux prévisions,
- la société a atteint ou raté certains objectifs stratégiques,
- les performances budgétées sont revues à la hausse ou à la baisse,
- la société n'a pas respecté certains engagements financiers ou obligations,
- présence d'éléments hors bilan (dettes ou garanties),
- procès importants actuellement en cours,
- existence de litiges portant sur certains aspects commerciaux, tels que les droits de propriété industriels,
- cas de fraude dans la société,
- changement dans l'équipe dirigeante ou la stratégie de la société,
- un changement majeur – négatif ou positif – est intervenu, qui affecte l'activité de la société, son marché, son environnement technologique, économique, réglementaire ou juridique,
- les conditions de marché ont sensiblement changé. Ceci peut se refléter dans la variation des cours de bourse de sociétés opérant dans le même secteur ou dans des secteurs apparentés,
- la société procède à une levée de fonds dont les conditions semblent différentes du précédent tour de table.

La Société de Gestion doit évaluer l'impact de ces événements positifs et négatifs et ajuster la valeur comptable afin de refléter la Juste Valeur de l'investissement au jour de l'évaluation.

En cas de perte de valeur, la Société de Gestion devra diminuer la valeur de l'investissement du montant nécessaire. S'il n'existe pas d'informations suffisantes pour déterminer précisément le montant de l'ajustement nécessaire, elle pourra diminuer la Juste Valeur par tranches de vingt cinq (25) %. Toutefois, si elle estime disposer d'informations suffisantes pour évaluer la Juste Valeur plus précisément (dans le cas notamment où la valeur restante est égale ou inférieure à (25) % de la valeur initiale), elle pourra appliquer des paliers de cinq (5) %.

3.2. Choix de la méthode d'évaluation

La méthode d'évaluation adaptée est choisie en fonction notamment :

- du stade de développement de l'investissement de la société et/ou,
- de sa capacité à générer durablement des bénéfices ou des flux de trésorerie positifs,
- de son secteur d'activité et des conditions de marché,
- de la qualité et de la fiabilité des données utilisées pour chaque méthode,
- de la possibilité de recourir à des comparaisons ou des données relatives à des transactions.

En principe, les mêmes méthodes sont utilisées d'une période à l'autre, sauf si un changement de méthode permet une meilleure estimation de la Juste Valeur. Le coût d'un investissement récent, s'il est jugé être à la Juste Valeur, est la meilleure estimation de la Juste Valeur à la date d'investissement. Pour une Date de Mesure subséquente, le coût d'un investissement récent peut être utilisé comme point de départ pour estimer la Juste Valeur, notamment en utilisant la Calibration, mais doit être considéré au regard des circonstances et faits à la Date de Mesure, notamment des évolutions de marché ou de performance de la société.

3.3. Calibration

Lorsque le coût d'un investissement récent dans une société ou un instrument financier est jugé comme représentatif de la Juste Valeur, alors les méthodes d'évaluation à utiliser pour estimer la Juste Valeur à l'avenir devront se fonder sur les conditions d'acquisition initiales (multiple à l'entrée) ajustées des évolutions à la fois du marché et des changements intrinsèques de l'entreprise acquise.

A titre d'exemple, supposons qu'un investissement est réalisé à la Juste Valeur à un multiple implicite d'EBITDA de 10. Au moment de l'investissement, les sociétés comparables se négocient à 12x l'EBITDA. Ce multiple intègre différents éléments de divergence entre l'entité acquise et les sociétés comparables (liquidité, contrôle, etc.). Aux dates d'évaluation subséquentes, il faudra faire preuve de jugement pour déterminer l'évolution du multiple d'acquisition de 10x par rapport à l'évolution du marché à travers l'évolution du multiple des sociétés comparables.

Par exemple, si les sociétés comparables sont passées de 12x à 15x, l'évaluateur peut conclure que les deux tours de différence sur le multiple d'EBITDA à l'entrée (10x vs 12x) doivent être maintenus, ce qui donne une estimation de la juste valeur obtenue en appliquant un multiple 13x à l'EBITDA de la société bénéficiaire. Des jugements similaires peuvent être réalisés en utilisant les données pour d'autres techniques d'évaluation.

3.4. La méthode des multiples de résultats

Cette méthode consiste à appliquer un multiple aux résultats de l'activité de la société faisant l'objet de l'évaluation afin d'en déduire une valeur. Lorsque la Société de Gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) appliquer aux résultats "pérennes" de la société un multiple qui soit adapté et raisonnable (compte tenu du profil de risque et des perspectives de croissance bénéficiaire) ;
- (ii) ajuster le montant obtenu en (i) ci-dessus afin de refléter tout actif ou passif non comptabilisé ou tout autre facteur pertinent, pour obtenir la Valeur d'Entreprise ;
- (iii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette, et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué au (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.5. La méthode de l'actif net

Cette méthode consiste à déterminer la valeur d'une activité à partir de son actif net. Lorsque la Société de Gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) calculer la Valeur d'Entreprise de la société en utilisant des outils adaptés pour valoriser son actif et son passif (y compris le cas échéant les actifs et passifs hors bilan) ;
- (ii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette, et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué au (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.6. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou des résultats de la société

Cette méthode consiste à déterminer la valeur d'une activité à partir de la valeur actualisée de ses flux de trésorerie ou de ses résultats futurs. Lorsque la Société de Gestion utilise cette méthode, elle doit :

- (i) déterminer la Valeur d'Entreprise de la société à partir d'hypothèses et d'estimations raisonnables des flux de trésorerie futurs (ou des résultats futurs) et de la valeur terminale, puis actualiser le résultat à l'aide d'un taux ajusté du risque reflétant le profil de risque de la société concernée ;
- (ii) arrêter la Valeur d'Entreprise Brute, puis la Valeur d'Entreprise Nette, et procéder aux allocations et répartitions de celle-ci de façon appropriée, comme indiqué au (iii) à (vi) de l'article 3.1.

3.7. La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie ou des résultats de l'investissement

Cette méthode consiste à appliquer la méthode mentionnée à l'article 3.6. aux flux de trésorerie attendus de l'investissement lui-même. Cette méthode est adaptée en cas de Réalisation de l'investissement ou d'introduction en bourse de la société, pour l'évaluation d'instruments de dettes.

Lorsqu'elle utilise cette méthode, la Société de Gestion doit calculer la valeur actualisée de l'investissement à partir d'hypothèses et d'estimations raisonnables des flux de trésorerie futurs, de la valeur terminale et du calendrier de Réalisation, en utilisant un taux qui reflète le profil de risque de l'investissement.

3.8. La méthode des références sectorielles

Cette méthode d'évaluation sera rarement utilisée comme principal outil d'estimation de la Juste Valeur, sa fiabilité et donc sa pertinence se limitant à certaines situations. Cette méthode servira plutôt à vérifier le bien-fondé des résultats obtenus à l'aide d'autres méthodes.

3.9. L'évaluation des instruments de dette

Les investissements en dette peuvent notamment être composés :

1. d'instruments de dette sénior,
2. d'instruments de dette mezzanine, et
3. de prêts d'actionnaires.

Dans le cas où l'investissement en dette est réalisé de manière autonome :

La Juste Valeur de ces instruments doit être déterminée de manière autonome. Le prix de l'instrument de dette ou d'émission du prêt peut être considéré comme un bon indicateur de la Juste Valeur à la Date de Mesure, en fonction des faits et circonstances. Toutefois, il convient de noter que, si l'instrument de dette est un investissement autonome, un Participant de Marché tiendra compte du risque, du coupon, de la maturité et de toute autre condition de marché pour déterminer la Juste Valeur de cet investissement de dette, qui pourra dès lors différer de la valeur comptable.

De ce fait, à toute Date de Mesure subséquente, l'évaluateur devra considérer toute évolution positive ou négative du risque de crédit et/ou du rendement dans l'évaluation à la Juste Valeur des investissements en dette.

Dans la mesure où, les flux liés à un investissement en dette et la valeur terminale associée à ces flux peuvent être estimés de manière quasi-certaine, ces investissements peuvent être évalués par l'intermédiaire d'une méthode d'actualisation des flux de trésorerie.

Dans le cas où l'investissement en dette est réalisé en commun avec d'autres instruments de capital :

La Juste Valeur de l'investissement en dette sera alors considérée à part entière dans la composition globale de l'investissement, en tenant compte de données de Participant de Marché intégrant les différentes dimensions de capital et dette.

4. Définitions

Les termes de la présente Annexe I du Règlement précédés d'une majuscule correspondent à la définition qui leur en est donnée ci-dessous.

Date de Mesure	La date pour laquelle l'évaluation est préparée, correspondant souvent à la date de <i>reporting</i>
Décote de Négociabilité	Désigne le gain attendu par des acheteurs ou vendeurs consentants, existants ou potentiels, agissant sans contrainte, et dans des conditions de concurrence normale, pour compenser le risque représenté par une négociabilité réduite d'un instrument financier, la négociabilité représentant la facilité et la rapidité avec lesquelles cet instrument peut être cédé au moment voulu, et impliquant l'existence simultanée d'une offre et d'une demande.
EBITDA	<i>Earnings Before Interest, Tax, depreciation and amortisation</i> (Résultat avant intérêts, impôt, dépréciation et amortissements)
Juste Valeur	Désigne le montant pour lequel un actif peut être échangé entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.
Marché	Désigne un marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger.
Participant de Marché	Acheteurs et vendeurs d'un actif dans le marché principal (le marché avec le plus de volume et de niveaux d'activité pour la vente potentielle d'un actif) ayant les caractéristiques suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. indépendants les uns des autres,2. informés et avertis,3. en mesure de réaliser des transactions,4. prêts à faire des transactions, c'est-à-dire motivés, mais non forcés ou autrement contraints de le faire.

Politique Investissement Responsable	Désigne la politique d'investissement responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr .
Réalisation	Désigne l'opération consistant en la cession, le rachat ou le remboursement total ou partiel d'un investissement, ou encore à l'insolvabilité de la société du portefeuille, dans l'hypothèse où le Fonds n'envisage plus aucun retour sur investissement.
Règlement Disclosure	Défini à l'article 16.6 du Règlement.
Règlement sur la Taxonomie	Défini à l'article 16.7 du Règlement.
Valeur d'Entreprise	Désigne la valeur des instruments financiers correspondant aux droits représentatifs de la propriété d'une société, majorée de la dette financière nette de cette même société.
Valeur d'Entreprise Brute	Désigne la Valeur d'Entreprise avant sa ventilation entre les différents instruments financiers détenus par le Fonds et les autres instruments financiers dans la société dont le degré de séniorité est équivalent ou inférieur à celui de l'instrument du Fonds bénéficiant du rang le plus élevé.
Valeur d'Entreprise Nette	Désigne la Valeur d'Entreprise Brute diminuée de la Décote de Négociabilité.

ANNEXE II

Définition de personnes américaines au sens de la réglementation FATCA

Sont indiquées ci-dessous les définitions des « Etats-Unis », du « Territoire américain » et de la « US Person » contenues dans le décret n°2015-1 du 2 janvier 2015 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « loi FATCA ») (ensemble deux annexes), signé à Paris le 14 novembre 2013.

- 1/ Le terme « Etats-Unis » désigne les Etats-Unis d'Amérique, y compris leurs Etats membres et, dans son acception géographique, désigne le territoire terrestre des Etats-Unis d'Amérique, y compris les eaux intérieures et l'espace aérien, la mer territoriale et au-delà de celle-ci les zones maritimes sur lesquelles, en conformité avec le droit international, les Etats-Unis d'Amérique ont des droits souverains ou une juridiction. Toutefois, ce terme ne comprend pas les Territoires américains. Toute référence à un « Etat » des Etats-Unis comprend le District de Columbia.
- 2/ L'expression « Territoire américain » désigne les Samoa américaines, le Commonwealth des Mariannes du Nord, Guam, le Commonwealth de Porto Rico ou les îles Vierges américaines.
- 3/ L'expression « US Person » désigne :
 - une personne physique qui est un citoyen ou un résident américain,
 - une société de personnes ou une société créée aux Etats-Unis ou en vertu du droit fédéral américain ou d'un des Etats fédérés américains,
 - un trust si (i) un tribunal situé aux Etats-Unis avait, selon la loi, le pouvoir de rendre des ordonnances ou des jugements concernant substantiellement toutes les questions relatives à l'administration du trust et si (ii) une ou plusieurs US Persons jouissent d'un droit de contrôle sur toutes les décisions substantielles du trust, ou sur la succession d'un défunt qui était citoyen ou résident des Etats-Unis.

L'expression « US Person » doit être interprétée conformément à l'Internal Revenue Code des Etats-Unis.